

*Développement
économique, Innovation
et Exportation*

Québec



**LA CONJONCTURE INDUSTRIELLE
AU QUÉBEC EN 1997**

Le secteur manufacturier et le commerce

Ministère de l'Industrie, du Commerce,
de la Science et de la Technologie
Direction générale de
l'analyse économique
**Direction de l'analyse
de la conjoncture industrielle**



Gouvernement du Québec
**Ministère de l'Industrie, du Commerce,
de la Science et de la Technologie**

Publié par la Direction des communications

Cette publication a été réalisée par :
Sylvie Gingras
Lise Grenier
Pierre Rodrigue

Avec la collaboration de :
Sylvie Bergeron

Sous la direction de :
Germain Hébert

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication :
Direction de l'analyse
de la conjoncture industrielle
710, place D'Youville, 4^e étage
Québec (Québec)
G1R 4Y4

Téléphone : (418) 691-5967
Télécopieur : (418) 646-6435

MICST - Internet
<http://www.micst.gouv.qc.ca>
info@micst.gouv.qc.ca

FAX-MICST :
(514) 873-8335 ou
1-800-565-6428
Document N° 4047

SIGNES CONVENTIONNELS

- N'ayant pas lieu de figurer
‡ Donnée confidentielle

Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 1998
ISBN 2-550-33404-3
© Gouvernement du Québec, 1998

ABRÉVIATIONS ET SYMBOLES

% Pour cent ou pourcentage
'000 En milliers
M\$ En millions de dollars
n.d. Non disponible
... Moins de 4 000

LA CONJONCTURE

INDUSTRIELLE

AU QUÉBEC EN 1997

LE SECTEUR MANUFACTURIER ET LE COMMERCE

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES	VII
--	-----

ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC EN 1997	1
--	---

VUE D'ENSEMBLE DU SECTEUR MANUFACTURIER	13
--	----

VUE D'ENSEMBLE DU SECTEUR COMMERCIAL	25
---	----

TABLEAUX STATISTIQUES	37
-----------------------------	----

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

1.	Principaux indicateurs économiques Québec, 1994-1997	39
2.	Produit intérieur brut réel Par industrie Québec, 1994-1997	40
3.	Emploi Par industrie Québec, 1994-1997	41
4.	Livraisons manufacturières Par industrie Québec, 1994-1997	42
5.	Exportations internationales Principales destinations Québec, 1994-1997	43
6.	Exportations internationales Par industrie Québec, 1994-1997	44
7.	Immobilisations Par industrie Québec, 1994-1997	45
8.	Ventes de gros et de détail Québec, 1994-1997	46
9.	Emploi Commerce de gros et de détail Québec, 1994-1997	47
10.	Immobilisations Commerce de gros et de détail Québec, 1994-1997	48

ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE

DU QUÉBEC EN 1997

ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC EN 1997

LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Après deux années de croissance modeste, le Québec connaît une accélération de son activité économique en 1997. En effet, le PIB réel aux prix du marché (en dollars de 1992) augmente de 2,7 % pour atteindre 174,9 milliards de dollars (185,4 milliards de dollars courants). Ce dynamisme, appuyé aussi bien par le secteur extérieur que par la demande intérieure, permet au Québec d'enregistrer sa deuxième meilleure performance au titre de sa croissance économique depuis le début de la décennie.

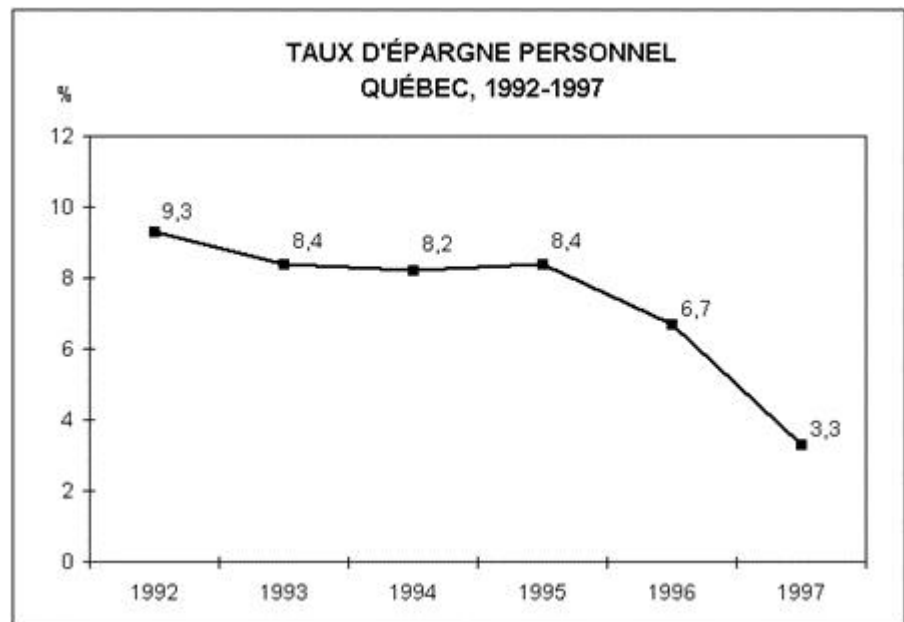
La deuxième meilleure performance depuis le début de la décennie.

LES MÉNAGES : LE PRINCIPAL MOTEUR DE LA CROISSANCE EN 1997

Le secteur des ménages s'est avéré le principal moteur de l'économie québécoise en 1997. Entre autres, les meilleures perspectives au chapitre de l'emploi, de même que le maintien des taux d'intérêt et d'inflation à des niveaux historiquement bas, ont finalement convaincu les ménages de hausser leurs dépenses, malgré la chute de 1,1 % du revenu personnel disponible réel.

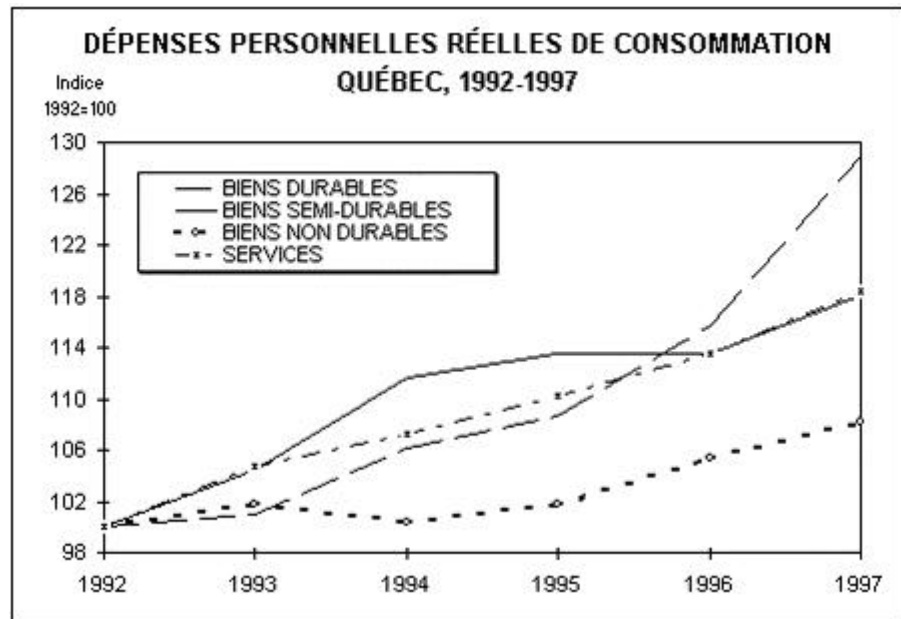
La demande accrue des ménages est satisfaite par l'emprunt et par une forte diminution du taux d'épargne.

Ainsi, les dépenses totales de consommation, incluant les achats de services, augmentent de 4,7 % (2,9 % en dollars constants). Ceci constitue la plus forte majoration à être enregistrée au cours de la décennie. Cette participation plus vigoureuse des ménages à la croissance est surtout alimentée par un plus grand recours à l'emprunt et par une diminution importante du taux d'épargne, ce dernier passant de 6,7 % en 1996 à un minimum record de 3,3 % en 1997.



La demande latente de biens durables, notamment pour les véhicules automobiles, explique en grande partie la croissance de la consommation.

La forte hausse de la consommation des ménages est principalement attribuable à une progression remarquable de 11,4 % des dépenses en biens durables en 1997 (10,3 % en dollars constants). Cette catégorie de biens, en forte augmentation pour une deuxième année consécutive, bénéficie d'une demande qui a longtemps été latente, notamment dans le cas des véhicules automobiles. Les dépenses en meubles et appareils ménagers, de concert avec le redressement du marché de l'habitation, connaissent aussi une remontée. Les biens semi-durables et non durables, de même que les dépenses personnelles en services, contribuent également au raffermissement de la croissance, avec des gains respectifs de 4,0 %, de 2,7 % et de 4,2 %. La hausse notable enregistrée dans les dépenses de consommation en transport et communication explique en bonne partie la vigueur du côté des services.



La confiance renouvelée des ménages a aussi donné une impulsion au marché de l'habitation, le nombre de mises en chantier augmentant de 11,5 % en 1997. Cette progression, la plus importante depuis 1987, équivaut à la construction de 25 896 nouveaux logements. Les mises en chantier de maisons unifamiliales sont celles qui contribuent le plus à la croissance, avec une augmentation de 17,3 %. Ce type de logement représente 65,5 % du total des unités construites. Pour les mises en chantier de logements collectifs, la hausse atteint 10,4 %.

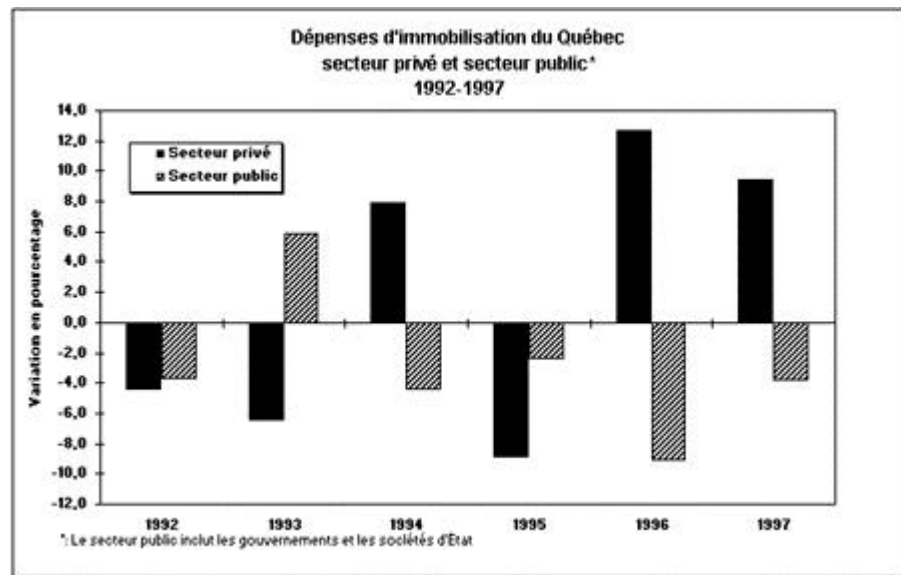
L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES EN FORTE CROISSANCE

L'amélioration de la demande intérieure est aussi visible du côté de l'investissement. Selon la plus récente enquête de Statistique Canada (février 1998), les dépenses d'immobilisation au Québec totaliseront 27,8 milliards de dollars en 1997. Ceci correspond à une augmentation de 5,8 %, soit 1,5 milliard de plus par rapport au niveau enregistré en 1996.

*La croissance de
l'investissement repose
entièrement sur le
dynamisme du secteur
privé pour une troisième
fois en quatre ans.*

Pour une deuxième année d'affilée, le secteur privé prend la relève du secteur public au chapitre des dépenses d'immobilisation. En effet, alors que les intentions d'investissement du secteur public enregistrent une quatrième baisse consécutive, celles du secteur privé augmentent de 9,4 % en 1997.

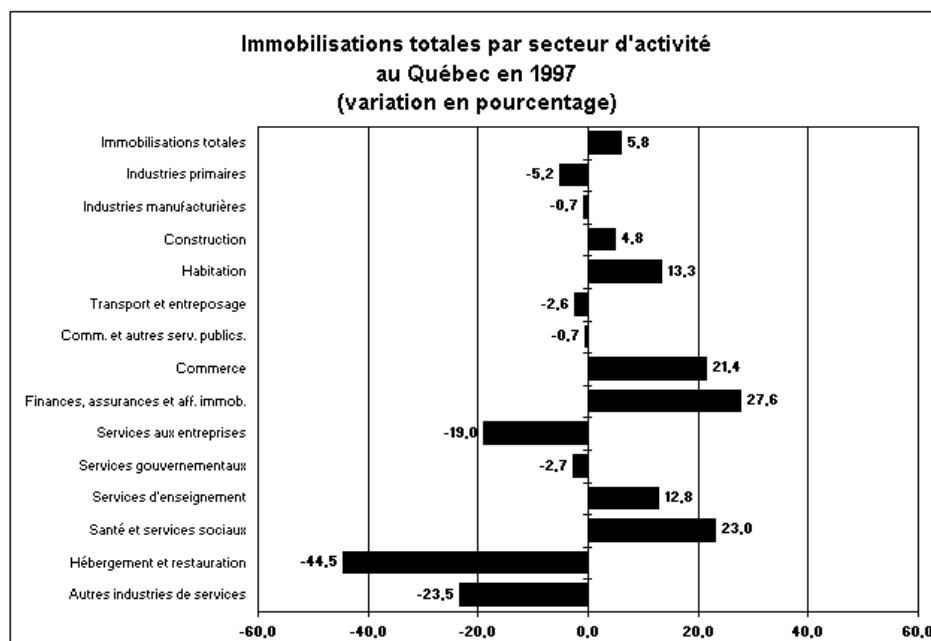
En raison des changements structurels amorcés depuis plusieurs années, les investissements restent davantage orientés vers la modernisation plutôt que vers l'ajout de nouvelles unités de production. Ainsi, pour une quatrième année consécutive, les dépenses en machines et équipement continuent de faire preuve de beaucoup de dynamisme, avec une hausse de 7,9 %. Les dépenses en construction, quant à elles, montrent une croissance plus faible, évaluée à 4,3 %.



Plusieurs secteurs d'activité contribuent à la progression des investissements en 1997, notamment ceux des intermédiaires financiers et assurances (35,1 %), de l'habitation (13,3 %), de l'enseignement (12,8 %) et du commerce de gros (54,2 %). Dans le cas des intermédiaires financiers et assurances, la vigueur est surtout attribuable aux entreprises de location de voitures et de camions. Ces dernières investissent dans l'achat de véhicules qui sont par la suite loués aux consommateurs.

*Des investissements qui
restent davantage
orientés vers
la modernisation.*

Dans le secteur des communications et autres services publics, les montants investis en 1997 correspondent grosso modo à ceux observés en 1996. Ce grand secteur d'activité comprend, entre autres, les sociétés d'État et les entreprises de télécommunications. Dans ce dernier domaine, Montréal est considéré comme un leader nord-américain et les projets y sont nombreux.



Après trois années de croissance soutenue, l'investissement manufacturier marque une pause.

Enfin, les immobilisations manufacturières, qui s'établissent à 4,1 milliards de dollars, affichent une légère diminution de 0,7 % en 1997. Pour différentes raisons, plusieurs groupes manufacturiers importants, tels que les secteurs des aliments (19,6 %), du bois (10,1 %), du papier et des produits connexes (10,0 %), des produits métalliques (8,6 %) et du matériel de transport (4,9 %), affichent des réductions sensibles. Ces baisses sont cependant presque entièrement compensées par des hausses appréciables dans les secteurs des métaux primaires (41,5 %), de l'habillement (32,8 %) et des produits minéraux non métalliques (29,5 %).

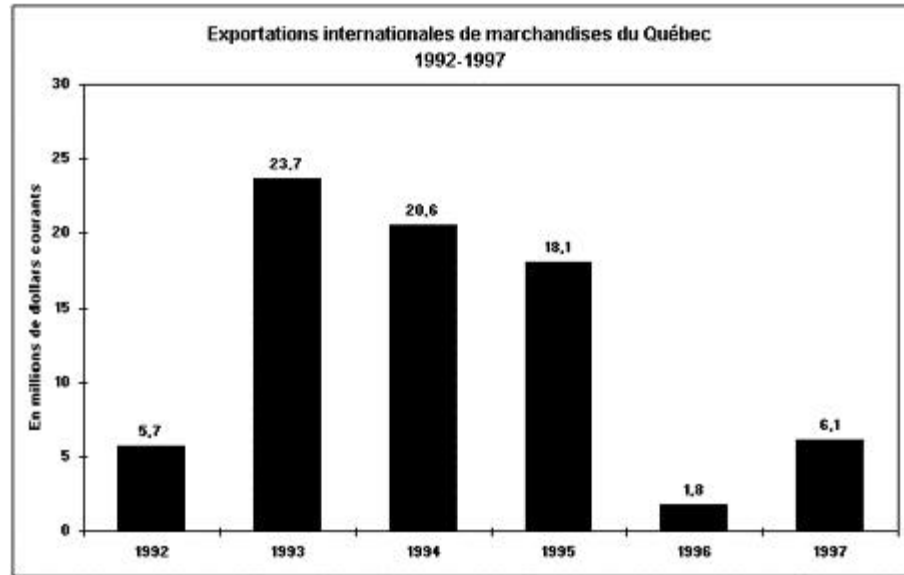
LE REDRESSEMENT DES EXPORTATIONS SE CONFIRME

Les exportations internationales du Québec tirent avantage de la vigueur de l'économie américaine et de la dépréciation du dollar canadien.

Après une faible augmentation de 1,8 % en 1996, les exportations internationales affichent un net redressement, en hausse de 6,1 % en 1997. Exprimée en dollars constants, la progression est encore plus impressionnante, atteignant 7,9 % en 1997, comparativement à 5,1 % en 1996.

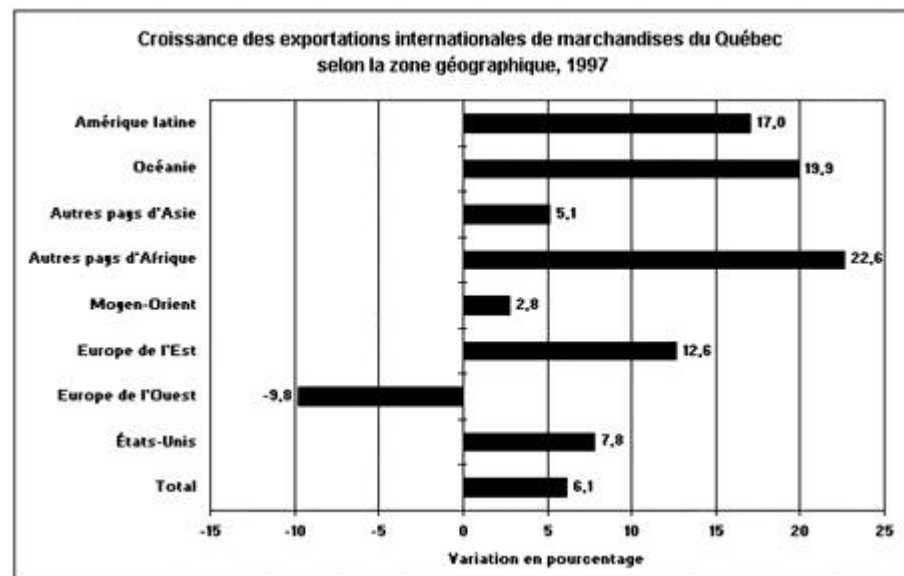
La plus grande vigueur des expéditions à l'étranger en 1997 provient essentiellement de la forte progression, de 7,8 %, des exportations du Québec vers les États-Unis. De plus, la croissance est manifeste et relativement bien équilibrée entre les grandes régions géographiques américaines. Dans le cas des exportations vers l'État de New York, soit la principale destination parmi tous les États américains, la hausse atteint même 20,3 %.

Le Québec a donc pu bénéficier de la dépréciation de dollar canadien et de la vigueur renouvelée de l'économie américaine, qui connaît une hausse de son PIB réel de 3,8 % en 1997 comparativement à 2,8 % en 1996. Cette situation plus favorable aux exportateurs est aussi confirmée par la part grandissante des exportations totales destinées aux États-Unis, celle-ci atteignant 82,0 % en 1997. Cette proportion avoisine ainsi le sommet historique de 82,1 % établi en 1994.



*Une présence accrue
sur les nouveaux
marchés d'Asie et
d'Amérique latine.*

En contrepartie, les exportations vers l'Europe de l'Ouest affichent une contraction de 9,8 % en 1997. Les exportations vers le Royaume-Uni font cependant exception, avec une hausse remarquable de 22,0 %. Ailleurs dans le monde, le Québec enregistre des performances intéressantes, notamment en ce qui a trait aux exportations vers les pays émergents d'Amérique latine et d'Asie. C'est le cas pour le Brésil (28,9 %), la Chine (29,2 %), l'Inde (101,2 %) et la Russie (22,6 %).

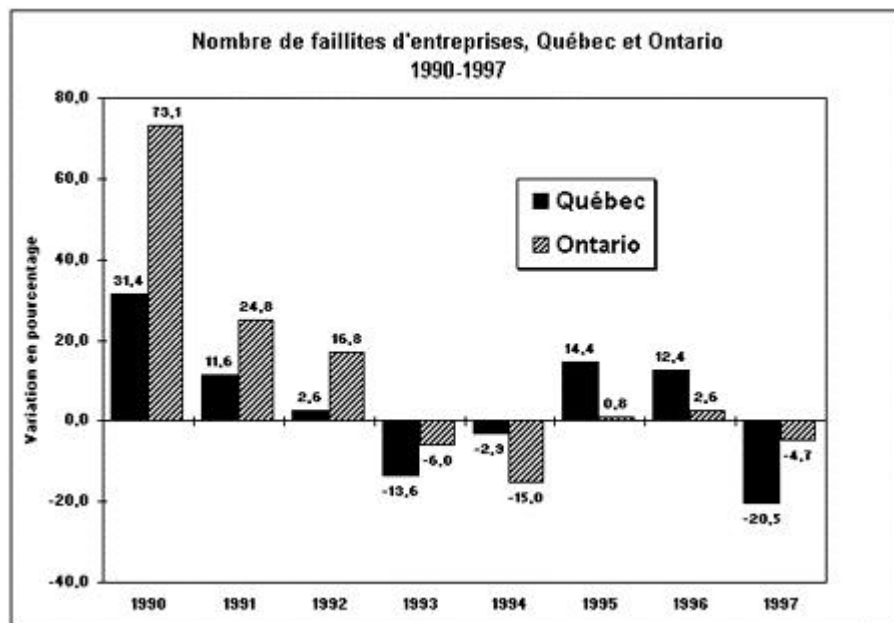


*Grâce au
raffermissement de
l'économie, presque
tous les secteurs
d'activité enregistrent
une
diminution des faillites
et du passif.*

MOINS DE FAILLITES D'ENTREPRISES

En 1997, le raffermissement de l'activité économique se traduit également par une évolution très favorable des faillites d'entreprises au Québec. En effet, elles diminuent de 20,5 %. Ce recul vient ainsi effacer la remontée observée au cours des deux dernières années. La baisse est encore plus évidente du côté du passif (30,9 %).

À titre de comparaison, en Ontario, le nombre de faillites d'entreprises et le passif ne montrent que de faibles replis de 4,7 % et de 2,8 % respectivement.



*Le passif des faillis
atteint, en 1997,
le montant le plus faible
depuis 1989.*

La diminution du nombre de faillites et du passif est pratiquement générale dans l'ensemble des secteurs d'activité au Québec. Les réductions les plus marquées du nombre des faillites sont observées dans les communications et services publics (43,4 %), l'immobilier (39,4 %), le commerce de détail (27,3 %) et le secteur manufacturier (27,1 %). Une exception notable réside toutefois dans le secteur minier, qui affiche une recrudescence particulièrement forte du nombre de faillites.

*La plus faible
proportion du passif
canadien depuis 1988.*

Quant au passif, l'année 1997 se solde par le montant le plus faible enregistré depuis 1989. Par rapport au total canadien, le Québec détient 28,6 % du passif des faillites d'entreprises. Ce pourcentage est le plus bas à être enregistré depuis 1988. Parmi les secteurs d'activité qui présentent une chute de leur passif, les communications et services publics (94,1 %), l'immobilier (81,4 %), l'agriculture (68,4 %) et le secteur manufacturier (55,9 %) affichent les reculs les plus marqués.

NOUVELLE PHASE D'EXPANSION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le dynamisme accru de l'économie québécoise s'est rapidement transmis au marché du travail. Ainsi, 47 700 emplois sont créés au Québec en 1997, comparativement à 8 500 en 1996. Ce gain, en plus d'être le cinquième en autant d'années, constitue la troisième meilleure performance de la décennie 90 et représente 18,0 % de tous les emplois créés au Canada.

En 1997, une nouvelle phase d'expansion du marché du travail est amorcée.

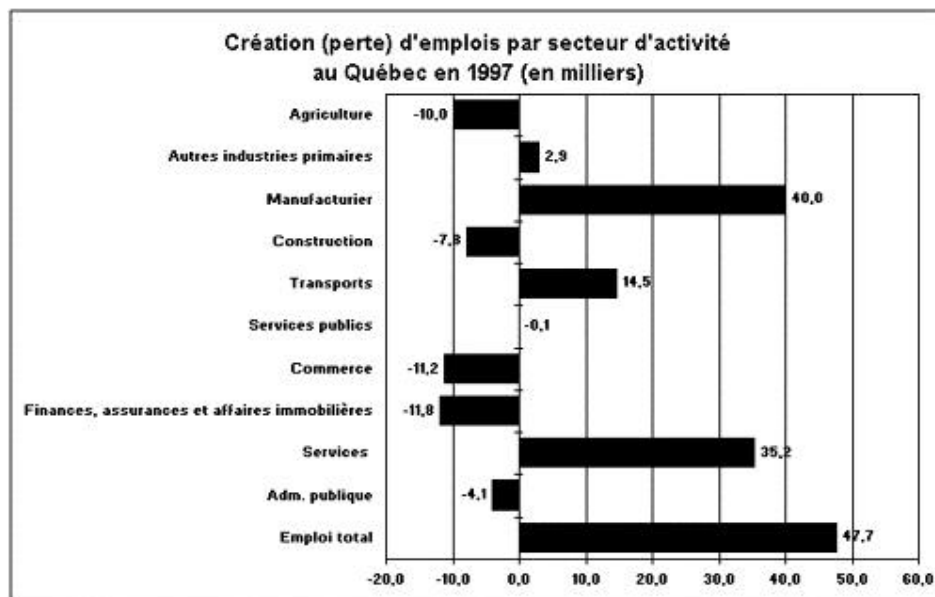
La plupart de ces nouveaux emplois, soit 80,0 %, sont des postes à temps plein. La hausse est partagée pratiquement moitié-moitié entre les postes féminins (23 500) et les postes masculins (24 200). Par ailleurs, tout au long de 1997, le niveau d'emplois est resté supérieur au dernier sommet cyclique atteint en 1990. C'est donc dire que tous les emplois créés sont des ajouts nets au bassin d'emplois qui existait avant la récession et qu'une nouvelle phase d'expansion du marché du travail a été amorcée.



En 1997, quatre des dix secteurs d'activité économique présentent une hausse de l'emploi. L'augmentation la plus importante revient au secteur manufacturier, avec une création de 40 000 postes.

Forte croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier et dans celui des services.

Le secteur des services profite également de la plus grande confiance des ménages et du niveau d'activité plus élevé des entreprises, avec une hausse notable de 35 200 emplois. Plus particulièrement dans ce grand secteur d'activité, des gains appréciables sont notés dans les sous-secteurs des services informatiques (13 000), de l'hébergement (7 000), des services personnels (5 000), de même que dans celui des bureaux d'architectes et d'ingénieurs (4 000). L'embauche de personnel afin de régler le problème causé par le changement de millénaire vient essentiellement expliquer la forte augmentation dans les services informatiques. Ces bons résultats viennent compenser les pertes observées dans les hôpitaux (18 000), la restauration (11 000) et les services de publicité (5 000).



Baisse importante de l'emploi dans le secteur financier, le commerce et la construction.

La majorité des emplois créés en 1997 dans le secteur privé exigent un niveau de savoir élevé.

La croissance de l'emploi est manifeste dans presque toutes les régions du Québec en 1997.

Par ailleurs, des baisses significatives sont notées dans les secteurs des finances, assurances et affaires immobilières (11 800 postes), du commerce (11 200) et de la construction (7 800). Dans le cas des finances, assurances et affaires immobilières, la vaste restructuration amorcée depuis quelques années (fusions, acquisitions et redéfinition des activités, des produits et des services offerts), afin de mieux faire face aux impératifs amenés par une plus grande déréglementation, explique en bonne partie ces pertes.

Conformément à la tendance qui se dessine depuis le milieu des années 80, la majorité des emplois créés en 1997 dans le secteur privé sont des postes qui exigent un niveau de savoir élevé. Ces emplois se retrouvent, entre autres, dans les domaines de la fabrication de matériel de communications et autre équipement électronique, des aéronefs et pièces d'aéronefs, des services aux entreprises (dont les services informatiques, d'ingénierie et scientifiques, de gestion et de publicité), des produits pharmaceutiques et médicaux, de même que de l'énergie électrique. Or, pour plusieurs des industries mentionnées, le Québec est très bien représenté quant à sa part de l'emploi par rapport au total canadien.

En 1997, la grande majorité des régions économiques du Québec, soit 11 régions sur 15, connaissent une augmentation du nombre d'emplois. Les contributions les plus significatives se situent dans les régions de Laval (14 100 postes), de la Montérégie (12 300) et de Lanaudière (12 100). L'année 1997 se caractérise également par une hausse de 3 200 emplois sur l'île de Montréal, après deux baisses consécutives, en 1995 (23 000) et en 1996 (3 900). En contrepartie, des pertes dans les régions de Québec (5 400) et de l'Outaouais (1 600) viennent atténuer quelque peu cette vigueur.

L'amélioration généralisée de la conjoncture économique permet de ramener le taux de chômage de 11,8 % en 1996 à 11,4 % en 1997. Cette baisse, la troisième à survenir au cours des quatre dernières années, fait que le Québec compte 10 300 chômeurs de moins qu'en 1996. Par rapport au sommet de 1993, la diminution atteint 47 100.

PERSPECTIVES

*Malgré un
ralentissement
temporaire causé par
la tempête de verglas,
la croissance de
l'économie du Québec
se poursuivra
pour atteindre,
selon les experts,
2,8 % en 1998.*

*Les dépenses
de consommation
devraient de nouveau
se joindre
aux exportations
internationales comme
moteur de la croissance
en 1998.*

*Bonne tenue
des exportations en
1998 malgré
le ralentissement de
l'économie américaine
et la crise asiatique.*

En raison de la tempête de verglas qui a paralysé une bonne partie du sud du Québec en janvier, plusieurs indicateurs économiques, tels que l'emploi, les livraisons manufacturières et les ventes au détail montrent des reculs importants en début d'année. Cet événement étant de nature temporaire, une récupération s'est vite amorcée au cours des derniers mois. D'ailleurs, les livraisons manufacturières et les ventes au détail ont toutes deux montré un raffermissement significatif en février. Du côté de l'emploi, le processus de récupération est déjà terminé, les gains réalisés en février et mars ayant complètement effacé les pertes d'emplois enregistrées en janvier.

Ainsi, malgré un début d'année difficile, la croissance de l'économie québécoise devrait se poursuivre à un rythme similaire à celui observé en 1997. L'augmentation demeurera cependant plus lente au Québec qu'au Canada. Selon les plus récentes prévisions réalisées par différents organismes du secteur privé, le PIB réel (aux prix du marché) connaîtrait une croissance estimée, en moyenne, à 2,8 % en 1998 comparativement à 2,7 % en 1997. Ce taux constituerait l'un des meilleurs de la décennie. Au Canada, la croissance devrait atteindre en moyenne 3,2 % en 1998.

Les conditions économiques fondamentales resteront très bonnes au Québec en 1998. En effet, les taux d'intérêt, malgré la remontée prévue afin de soutenir le dollar, continueront de se situer à des niveaux parmi les plus faibles des 30 dernières années. À ceci s'ajoutent une inflation qui demeure pleinement maîtrisée et la réalisation prochaine de l'objectif zéro en matière de déficit public du Québec. Ainsi, les ménages devraient de nouveau se joindre aux exportations internationales comme moteur de la croissance. Cette situation continuera d'assurer une poursuite de la croissance de l'économie du Québec, à laquelle contribueront de manière plus équilibrée le secteur extérieur et la demande intérieure. Tout en restant importante et malgré une hausse soutenue de l'emploi et du revenu personnel disponible, la part des dépenses de consommation et des mises en chantier devrait cependant être plus modeste en 1998.

Les exportations internationales de marchandises devraient continuer de faire bonne figure en 1998. Même si les facteurs fondamentaux qui influent sur les exportations demeurent favorables (productivité accrue, faiblesse du dollar canadien, déplacement de la production vers les industries de haute technologie), le rythme de progression pourrait toutefois être un peu plus lent en raison, notamment, du ralentissement prévu de la croissance économique américaine. De plus, la crise asiatique pourrait venir freiner quelque peu la croissance des exportations compte tenu des mouvements moins favorables des taux de change et de la perte de dynamisme de plusieurs pays d'Asie. Cependant, cet impact devrait être mineur, étant donné le poids relativement faible de ces marchés dans le total des exportations internationales du Québec.

Les investissements apporteront aussi une contribution significative à la croissance en 1998. En effet, selon l'enquête de Statistique Canada de février 1998, les dépenses d'immobilisation afficheraient une progression de 8,4 % pour atteindre 30,2 milliards de dollars au Québec. En plus de dépasser le cap des 30,0 milliards pour la première fois depuis 1991, cette augmentation constituerait la plus vigoureuse de la décennie. Elle serait, de plus, supérieure à la moyenne canadienne (6,2 %) pour la première fois en trois ans.

Des immobilisations records au Québec et une progression des investissements supérieure à la moyenne canadienne en 1998 pour la première fois en trois ans.

Compte tenu des annonces formulées en début d'année par Hydro-Québec et Alcan, une révision à la hausse des investissements est prévue en 1998.

Plus spécifiquement, une accélération serait observée au chapitre de l'investissement non résidentiel, la hausse passant de 3,3 % en 1997 à 8,5 % en 1998. La majorité des secteurs d'activité contribueraient à la progression des intentions d'investissement. Des augmentations importantes sont notamment attendues dans les secteurs du transport et de l'entreposage (40,0 %) et dans les services aux entreprises (37,7 %). Dans ce dernier secteur, la venue de plusieurs entreprises dans le domaine du multimédia, dont les centres d'appels, contribuerait à expliquer la forte poussée des investissements prévus en 1998. Enfin, tout comme en 1996 et en 1997, le secteur des intermédiaires financiers et assurances enregistrerait aussi une forte hausse, estimée à 15,8 %.

L'enquête sur les intentions d'investissement publiée en février ne tient pas compte des dépenses d'immobilisation qui seront engagées par Hydro-Québec pour la réparation et la reconstruction de la partie de son réseau de transport et de distribution d'électricité endommagé par le verglas. Cette situation pourrait, par effets indirects, venir accroître les investissements prévus dans d'autres secteurs d'activité. Le même constat s'applique à l'investissement de 2,2 milliards de dollars prévu par la compagnie Alcan pour la construction d'une nouvelle aluminerie, à Alma. Les dépenses d'immobilisation annoncées en début d'année 1998 devraient donc être révisées lors de l'enquête de mi-année.

Cette poursuite de la croissance, notamment au chapitre des exportations et de l'investissement, devrait permettre une hausse plus vigoureuse de l'emploi. Selon le secteur privé, une création de 65 000 nouveaux emplois est prévue en 1998. Ce gain appréciable devrait se traduire par une diminution significative du taux de chômage, de 11,4% en 1997 à 10,6% en 1998.

VUE D'ENSEMBLE

DU SECTEUR MANUFACTURIER

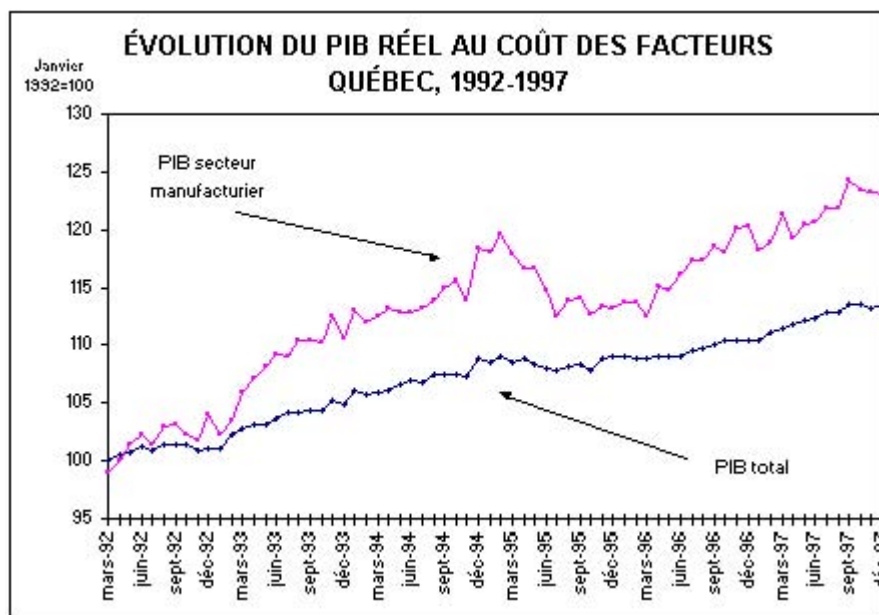
VUE D'ENSEMBLE

DU SECTEUR MANUFACTURIER

UNE DES MEILLEURES PERFORMANCES DES ANNÉES 90

En 1997, le secteur manufacturier québécois enregistre une de ses meilleures performances de la présente phase de croissance. Tout au long de l'année, le secteur manufacturier au Québec accentue son redressement. Ainsi, la plupart des indicateurs pointent de nouveau à la hausse.

La performance du secteur manufacturier au Québec, en 1997, est remarquable à plusieurs égards.



UN RYTHME DE CROISSANCE SOUTENU DU PIB

Après deux années de hausse modérée, le PIB réel au coût des facteurs du secteur manufacturier du Québec renoue, en 1997, avec un rythme de croissance soutenu de mois en mois.

En effet, la progression atteint 4,2 % en 1997, comparativement à 1,2 % en 1995 et à 1,1 % en 1996. De même, la contribution du secteur manufacturier à la croissance globale de l'activité économique au Québec est nettement supérieure à son importance relative. En 1997, le secteur manufacturier représente près de 20 % du PIB réel total, tandis qu'il est responsable de plus de 30 % de son augmentation.

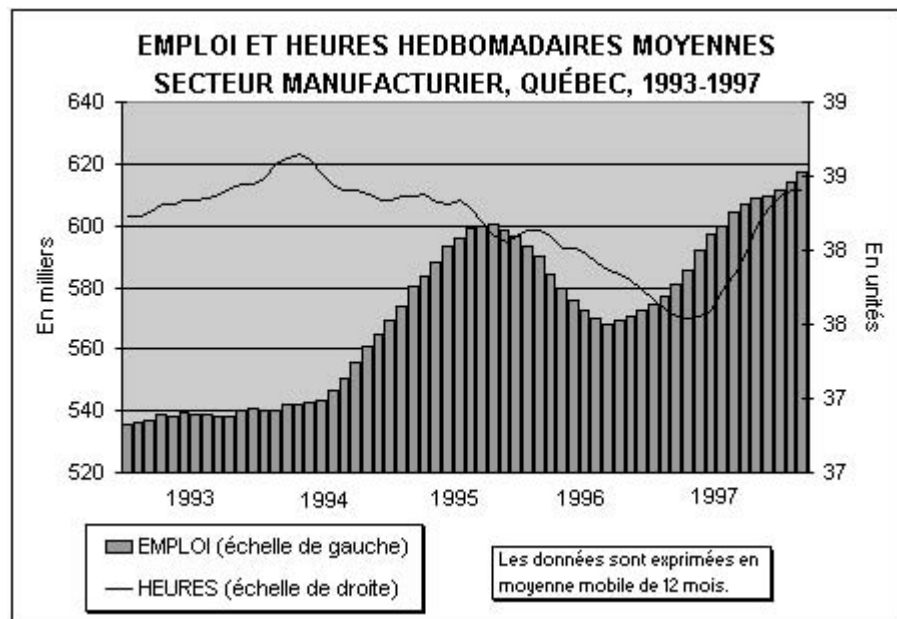
En 1997, l'activité économique au sein du secteur manufacturier québécois évolue à un rythme près de quatre fois supérieur aux résultats des années 1995 et 1996.

Deux constats caractérisent la performance du PIB réel du secteur manufacturier québécois en 1997. Premièrement, son évolution à la hausse s'appuie sur une plus grande diversification. Des 18 groupes majeurs d'industries, 16 connaissent une augmentation de leur PIB réel comparativement à 12 en 1995 et en 1996.

Deuxièmement, trois groupes majeurs affichent une progression supérieure à 10 % en 1997. Il s'agit de l'industrie du bois (10,2 %), des produits électriques et électroniques (13,5%) et enfin, du meuble et des articles d'ameublement (16,1%). En 1995 et en 1996, une seule hausse de cette ampleur était observée. Pour une seconde année d'affilée, la contribution la plus élevée en valeur revient à l'industrie des produits électriques et électroniques.

UNE FORTE CRÉATION D'EMPLOIS

L'activité plus soutenue dans l'ensemble des industries québécoises se répercute de façon graduelle sur le redressement de la situation du marché du travail dans le secteur manufacturier. Dans les faits, la progression des livraisons manufacturières s'accompagne, en premier lieu, d'une augmentation des heures travaillées (incluant les heures supplémentaires). Au fur et à mesure que demeure intense le rythme de production, le nombre d'heures travaillées, qui ne peut être accru davantage sur une base permanente, fléchit au profit d'une nouvelle création d'emplois.



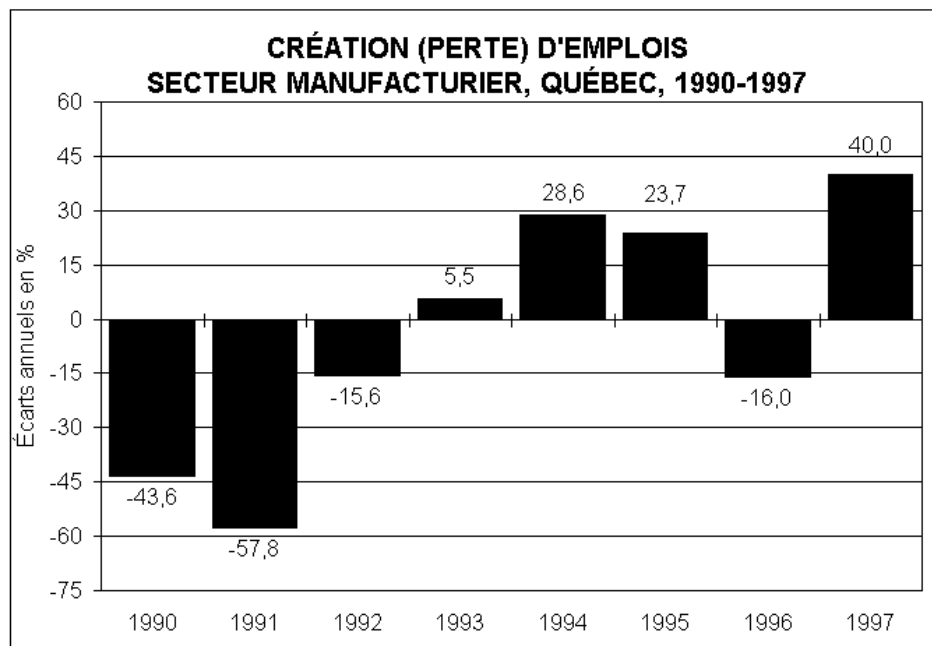
*En plus des gains
d'emplois importants
dans le secteur
manufacturier,
le nombre d'heures
travaillées poursuit
son ascension.*

L'année 1997 contraste avec ce comportement. En effet, la reprise de la croissance de la demande se manifeste par une remontée du nombre d'heures travaillées et, en même temps, par une hausse marquée du nombre d'emplois manufacturiers. L'ajustement entre la demande et l'offre semble se réaliser plus rapidement qu'auparavant. La flexibilité des horaires de travail, les processus de production informatisés et la gestion des inventaires sont autant de facteurs structurels susceptibles d'expliquer ce constat.

Au fil des mois, cette remontée significative du niveau d'emplois confirme l'excellente performance du secteur manufacturier du Québec. Après un recul de 16 000 postes en 1996, l'année 1997 se distingue par l'ajout de 40 000 nouveaux postes, soit une création record pour la présente décennie.

Par conséquent, le niveau global d'emplois manufacturiers au Québec dépasse de nouveau les 600 000 postes. Il faut remonter à 1989, année précédant l'entrée en récession de l'activité manufacturière, pour retrouver un niveau supérieur à celui de 1997. Le secteur manufacturier est ainsi responsable de 83,8 % de tous les emplois créés au Québec en 1997, alors que sa part relative se fixe à près de 19 %. La presque totalité des emplois créés sont à temps plein. Enfin, le rythme de création d'emplois dans les industries productrices de biens durables est trois fois et demi plus rapide que celui des industries productrices de biens non durables, soit 9,8 % et 3,2 % respectivement.

*En 1997,
la contribution du
secteur manufacturier
au redressement du
marché du travail au
Québec est des plus
significatives, avec près
de 84 % de tous les
emplois créés.*



UNE PROGRESSION MARQUÉE DES LIVRAISONS

L'analyse des livraisons met en relief la poursuite de la croissance du secteur manufacturier. Pour la première fois, les livraisons manufacturières québécoises franchissent le cap des 100 milliards de dollars en 1997. Le taux d'augmentation par rapport à 1996 est de 5,0 %, soit une progression supérieure à celle de 2,3 % réalisée en 1996.

*Pour la première fois au
Québec, la valeur des
livraisons
manufacturières
franchit la barre des
100 milliards de dollars
en 1997.*

Une accélération de la croissance s'est produite au cours des trois premiers trimestres de l'année, suivie d'une augmentation un peu plus modeste au quatrième trimestre. Compte tenu du relèvement des prix industriels, les livraisons québécoises en données réelles augmentent de 4,1 %. Il s'agit de la plus forte hausse annuelle depuis 1988, à l'exception de l'année 1994.

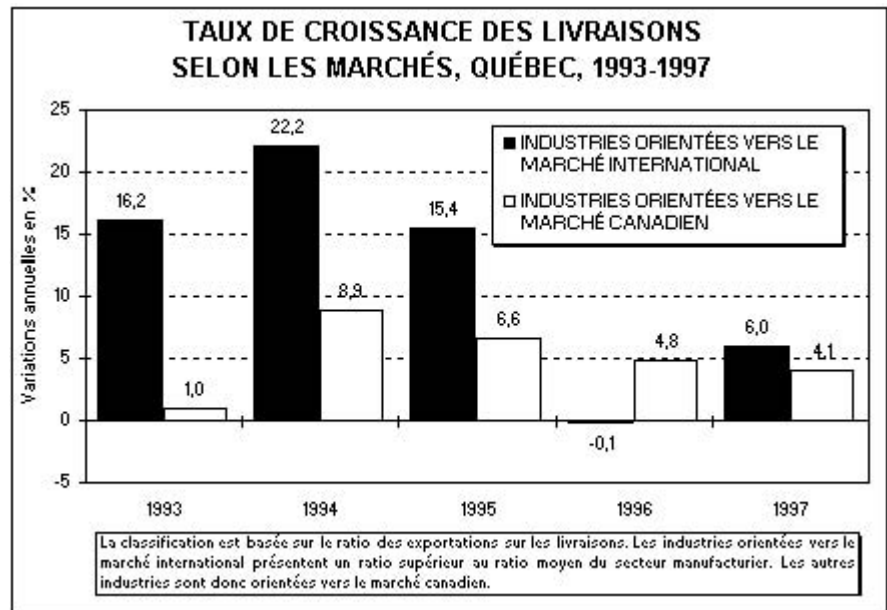
Dans l'ensemble, l'expansion des livraisons manufacturières au Québec est d'autant plus intéressante qu'elle est plus équilibrée que par les années précédentes. En 1997, la croissance s'appuie à la fois sur une demande extérieure ferme et une demande intérieure ravivée.

Ainsi, l'écart de croissance des livraisons entre les industries orientées vers le marché international (6,0 %) et celles orientées vers le marché canadien (4,1 %) s'amenuise fortement en 1997.

En 1994, les industries exportatrices sur le marché international affichaient un taux de croissance près de deux fois et demi supérieur à celui des industries plus dépendantes du marché canadien (incluant le Québec), soit 22,2 % et 8,9 % respectivement.

Le redressement de la construction résidentielle, combiné à la reprise de la consommation des ménages, explique, en grande partie, ce retournement de tendance en 1997.

Le dynamisme du secteur manufacturier s'explique tant par le regain de la demande intérieure que par la vigueur de la demande extérieure.

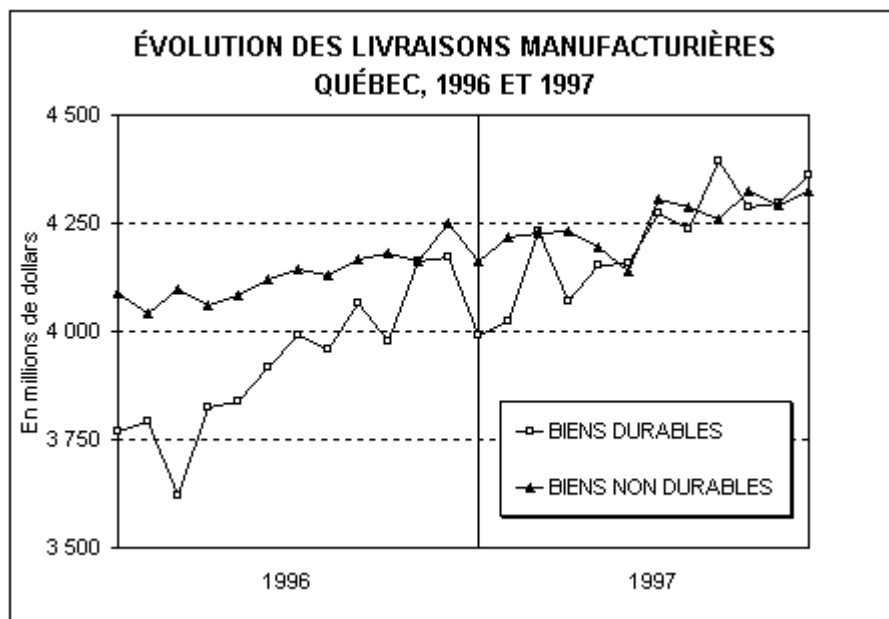


En 1997, les industries productrices de biens durables présentent une augmentation supérieure à celle des industries productrices de biens non durables, soit 7,4 % et 2,9 % respectivement.

Même si une certaine instabilité caractérise l'évolution mensuelle des livraisons, les résultats pour l'année 1997 demeurent dans l'ensemble encourageants. Après un début d'année 1997 marqué par une alternance de hausses et de baisses mensuelles, les livraisons manufacturières québécoises, en données désaisonnalisées, augmentent de façon plus régulière en seconde moitié d'année.

La vigueur des livraisons manufacturières s'étend à l'ensemble des industries. Sur les 19 groupes majeurs d'industries pour lesquels les données sont disponibles, seule l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon affiche un repli. Cette contre-performance s'explique, en grande partie, par l'arrêt temporaire de la production à la raffinerie d'Ultramar, à Saint-Romuald. Cet arrêt a été rendu nécessaire pour moderniser les installations et en augmenter la capacité de production.

Toutes les autres industries contribuent à la progression des livraisons manufacturières. Il faut mentionner les performances du meuble (16,2 %), des produits textiles (14,5 %), du bois (13,2 %) et de la première transformation des métaux (9,1 %). Cette industrie majeure, contrairement à l'année 1996, bénéficie d'un léger raffermissement des prix internationaux en 1997.



Le groupe des produits électriques et électroniques affiche, une fois de plus, une bonne tenue avec une hausse de 7,5 % en 1997. Cette industrie continue ainsi de contribuer de manière très significative à la croissance de l'économie depuis 1994, avec un taux annuel moyen d'augmentation de ses livraisons de 9,8 %. Par conséquent, la part relative des livraisons de cette industrie sur le total manufacturier passe de 8,5 % en 1994 à 9,3 % en 1997.

La plupart des industries participent à la hausse globale des livraisons manufacturières, surtout celles qui produisent des biens durables à haut contenu technologique.

Par ailleurs, les industries des produits chimiques (6,2 %) et du matériel de transport (3,1 %) montrent, en 1997, des signes d'amélioration après un léger repli survenu en 1996. La vigueur renouvelée des livraisons est rendue possible grâce à la bonne tenue, notamment de l'industrie des avions et pièces (2,8 %) de même que celle des produits pharmaceutiques et des médicaments (9,7 %). Quant à l'industrie du papier et des produits connexes, la faible augmentation de 0,8 % en dollars courants cache une hausse beaucoup plus importante de 6,8 % en dollars constants, en raison d'une chute des prix mondiaux. La performance de cette industrie s'est d'ailleurs confirmée au fil des mois. Enfin, l'industrie de l'habillement affiche une hausse de 5,6 % de ses livraisons en 1997, après un recul de 3,8 % l'année précédente.

L'évolution des livraisons canadiennes présente une grande similitude avec celle du Québec. Toutefois, tant en dollars courants qu'en dollars constants, l'augmentation au Canada demeure supérieure en 1997 à celle du Québec, soit 6,9 % et 6,1 % respectivement.

UNE HAUSSE MODÉRÉE DES STOCKS ET DES COMMANDES EN CARNET

En ce qui concerne les stocks possédés par les entreprises manufacturières canadiennes en 1997, ils suivent une tendance à la hausse presque constante au cours de 9 mois sur 12. L'augmentation de 9,1 % est nettement plus marquée que celle de 1996 (2,6 %), mais ne doit pas inquiéter pour les raisons ci-dessous.

Le niveau élevé des commandes en carnet des fabricants présage une augmentation future des livraisons.

D'une part, le ratio des stocks sur les livraisons, un indicateur de l'équilibre entre le rythme de production et la demande, s'est maintenu en 1997 presque constamment autour de 1,30, ce qui constitue un niveau relativement bas. D'autre part, les fabricants canadiens, lors des dernières enquêtes de Statistique Canada sur les perspectives du monde des affaires, ne se montrent pas préoccupés par le niveau actuel des stocks, une grande majorité le jugeant acceptable.

De même, les commandes en carnet, indicateur canadien de l'activité future, connaissent 10 mois de hausse en 1997. Cela présage le maintien d'une croissance assez vigoureuse des livraisons manufacturières à court terme. L'industrie des aéronefs et pièces, fortement présente au Québec, est responsable d'environ la moitié de l'augmentation de 13,6 % en 1997.

UNE UTILISATION INTENSIVE DES CAPACITÉS DE PRODUCTION

L'accélération de l'activité manufacturière se traduit également par une poussée à la hausse du taux canadien d'utilisation de la capacité. De trimestre en trimestre, le taux d'utilisation du secteur manufacturier en 1997 dépasse celui de 1996, pour s'établir en moyenne à 84,8 %. Il faut remonter à 1979 pour retrouver un taux supérieur (85,5 %).

Parmi les 22 groupes d'industries, quatre affichent un taux d'utilisation supérieur à 90 %, et seulement six affichent un taux inférieur à 80 %. Un grand nombre d'industries se trouvent ainsi dans une situation s'approchant de la pleine utilisation de leur capacité de production.

La grande majorité des industries manufacturières utilisent de manière intensive leur capacité de production.

C'est le cas notamment des produits en caoutchouc (94,0 %), des produits raffinés du pétrole et du charbon (93,6 %), du papier (90,9 %) et de la première transformation des métaux (90,3 %). Les industries productrices de biens durables et non durables suivent une tendance similaire au cours de cette période. Le mouvement de hausse est, toutefois, plus accentué dans le cas des industries de biens durables, largement tournées vers l'exportation.

UNE PROGRESSION ACCENTUÉE DES EXPORTATIONS

Les exportations internationales de marchandises du Québec affichent de nouveau du dynamisme en 1997. Avec un taux de croissance de 6,1 %, elles atteignent une valeur de 52,1 milliards de dollars. À titre de comparaison, la progression des exportations avait été limitée à 1,8 % en 1996.

L'augmentation des exportations internationales se réalise malgré les diminutions des prix à l'exportation de deux produits importants, le papier journal et les équipements informatiques. Dans la foulée de ces mouvements de prix, les exportations québécoises, exprimées en dollars constants, affichent en 1997 une hausse encore plus forte, soit 7,9 %, comparativement à 5,1 % en 1996.

Les exportations internationales de marchandises du Québec augmentent de 6,1 % en 1997, un taux de croissance nettement plus élevé qu'en 1996 (1,8%).

La croissance renouvelée de l'économie américaine, en 1997, contribue à maintenir une forte demande pour les produits fabriqués au Québec. L'augmentation est particulièrement forte dans certains secteurs favorables aux exportateurs québécois, soit les dépenses personnelles en biens durables et l'investissement non résidentiel. De plus, la dépréciation du dollar canadien de 1,5 % par rapport à la devise américaine en 1997 confère un avantage concurrentiel accru aux produits québécois.

Au sein du secteur manufacturier, la majorité des industries contribuent, à des degrés divers, à la croissance des exportations québécoises en 1997. Trois industries majeures au Québec jouent un rôle particulier quant au redressement des exportations internationales de marchandises.

La principale contribution revient à l'industrie des produits électriques et électroniques, avec une hausse de 20,4 % de ses exportations. Il s'agit d'une troisième augmentation significative d'affilée après les 18,3 % de 1995 et les 20,6 % de 1996.

Deux sous-groupes de cette industrie bien implantés au Québec exportent à un rythme soutenu : les pièces et composants électroniques et l'équipement de télécommunications avec des hausses respectives de 16,7 % et de 35,5 %.

Plus de 30 % de la hausse totale des exportations de biens manufacturés du Québec provient de l'industrie des produits électriques et électroniques.

Il faut cependant mentionner qu'une partie de cette vigoureuse croissance est due aux réexportations, soit des marchandises importées puis exportées sans subir une transformation assez significative pour qu'elles soient considérées comme des exportations en provenance du Québec. Si les réexportations sont exclues, la hausse des exportations dans l'industrie des produits électriques et électroniques serait ramenée à environ 15 %. Néanmoins, cette industrie demeure responsable, à elle seule, de plus de 30 % de la hausse globale des exportations corrigées des réexportations.

En second lieu, plus de 15 % de la croissance des exportations internationales de marchandises du Québec, en 1997, provient de l'industrie de la première transformation des métaux. Cette industrie connaît de meilleurs résultats à l'étranger. La valeur des exportations augmente de 9,2 % en 1997 par rapport à une baisse de 8,5 % en 1996.

Les producteurs québécois profitent ainsi de prix mondiaux plus avantageux, notamment pour les produits en aluminium et leurs alliages. Enfin, la contribution de l'industrie du bois demeure significative, avec une hausse de 8,8 % en 1997.

Par contre, l'industrie du matériel de transport voit ses exportations diminuer de 4,3 % en 1997, après un recul de 5,2 % en 1996. Au cours de cette dernière année, la baisse était complètement attribuable aux exportations de véhicules automobiles. En 1997, le repli traduit le recul des exportations d'avions et pièces (5,6 %), notamment des avions entiers avec moteurs (12,9 %).

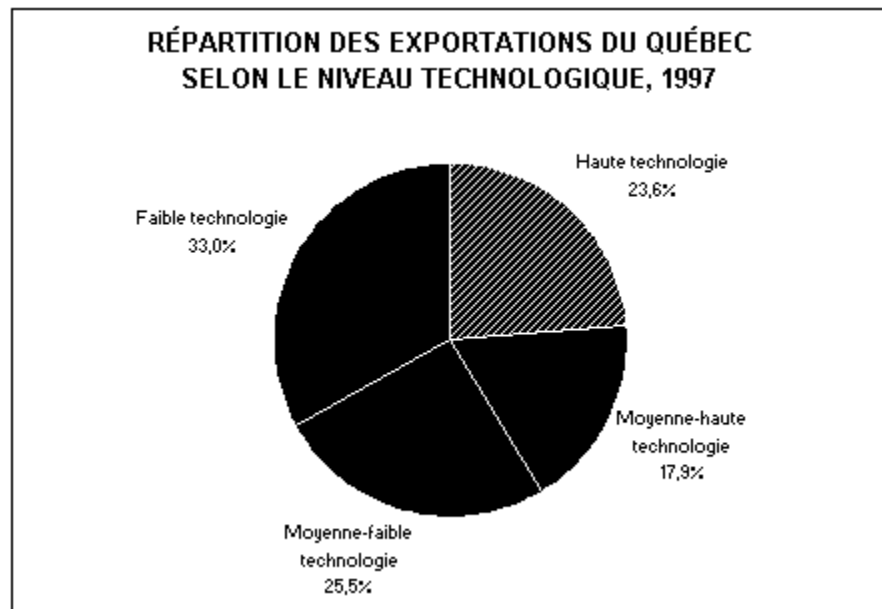
À première vue, cette situation peut sembler paradoxale, compte tenu du succès commercial des appareils de Bombardier. La baisse des exportations d'avions, en 1997, est due principalement au marché européen. Après avoir été les premières et en grand nombre à se procurer plusieurs appareils, certaines compagnies aériennes européennes diminuent progressivement leurs achats, entre autres de Regional Jet. Par contre, la demande pour les avions régionaux demeure forte sur d'autres marchés, par exemple aux États-Unis, en Afrique du Sud, en Chine et au Royaume-Uni.

L'industrie du papier et des produits connexes affiche, pour sa part, une stagnation de la valeur de ses exportations, en raison de la faiblesse du prix moyen du papier journal. Toutefois, en cours d'année 1997, la baisse des exportations s'estompe au fur et à mesure que le prix du papier journal se relève. Exprimées en dollars constants, les exportations de cette industrie présentent donc une hausse de plus de 10 %.

Les exportations des industries de haute technologie dominent encore la croissance, avec une hausse de 9,6 % en 1997.

La performance du Québec sur les marchés étrangers se confirme également à la lumière des taux de croissance des exportations du secteur manufacturier selon leur niveau technologique.

En 1997, tous les groupes technologiques affichent une augmentation de leurs exportations internationales par rapport à 1996. Les exportations de haute technologie conservent le rythme de croissance le plus soutenu, en hausse de 9,6 % comparativement à 7,8 % pour l'ensemble du secteur manufacturier. De plus, la contribution de ce même groupe à la croissance globale des exportations manufacturières est d'ailleurs supérieure à son importance relative, soit 28,5 % comparativement à 23,6% en 1997.



En somme, la meilleure performance des entreprises québécoises sur la scène tant mondiale que nationale n'est pas étrangère aux efforts soutenus de modernisation et d'amélioration de la flexibilité de leur appareil productif.

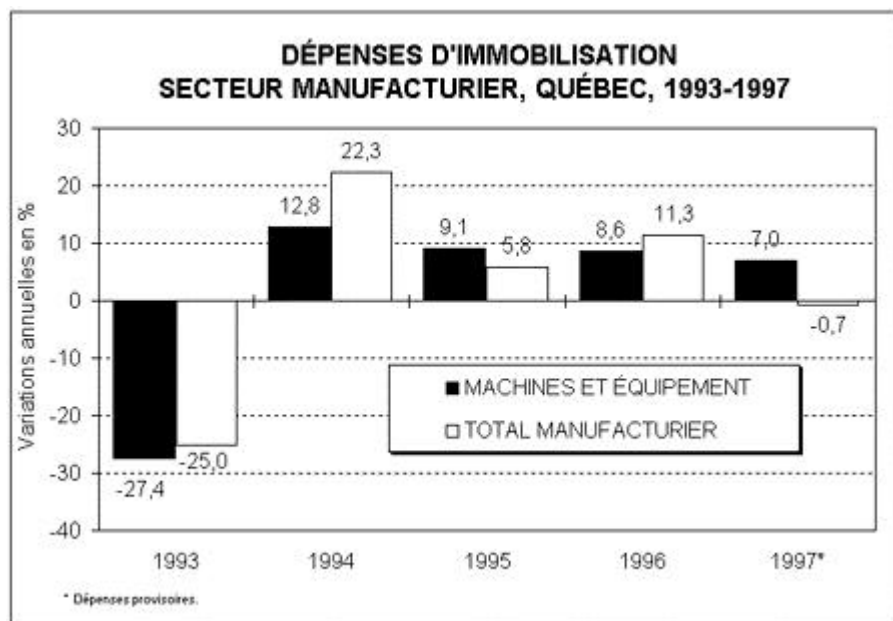
UN INVESTISSEMENT CONTINU

Pour une quatrième année consécutive, les dépenses en machines et équipement dans le secteur manufacturier au Québec occupent une part importante de l'investissement total, avec 86,5 % en 1997.

Au Québec, les dépenses d'immobilisation manufacturières sont consacrées, dans une large part, à l'achat de machines et d'équipement.

Selon l'enquête de début d'année de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les montants investis dans cette catégorie de dépenses sont de l'ordre de 3,5 milliards de dollars, en hausse de 7,0 % par rapport à 1996. Parmi les industries, celle de la première transformation des métaux représente près de 90 % à la hausse totale.

Après avoir progressé à un rythme annuel moyen de 12,9 % de 1994 à 1996, les immobilisations manufacturières totales du Québec marquent en 1997 un recul de 0,7 % en raison de la chute de 32,4 % des dépenses dans la construction de nouvelles unités de production.



La forte réduction des dépenses de construction dans l'industrie des papiers et des produits connexes explique la quasi-totalité de ce repli. La fin des travaux de construction destinés notamment à l'assainissement des effluents ramène le niveau des dépenses au quart de la somme investie en 1996.

PERSPECTIVES

Pour l'année 1998, les perspectives positives de croissance du secteur manufacturier québécois s'appuient à la fois sur la demande intérieure et sur la demande extérieure.

D'une part, le rétablissement graduel du marché du travail au Québec devrait assurer la progression des dépenses de consommation de biens durables, de même que les mises en chantier.

D'autre part, à la lumière de l'activité économique future chez nos principaux partenaires commerciaux, la demande pour les produits québécois devrait se maintenir, même si un ralentissement est prévisible.

En fait, l'effet modérateur de la crise financière asiatique sur la croissance de l'économie américaine devrait se faire sentir en 1998 par un tassement modéré du rythme d'augmentation des exportations internationales de marchandises.

Concrètement, les exportations québécoises seront plus touchées par l'effet induit de cette crise sur l'économie américaine que par la perte de vitalité de certaines économies asiatiques. Le poids relativement peu important (près de 5 %) de ces marchés dans le total des exportations québécoises soutient cette conjecture. Par ailleurs, l'impact de cette crise s'est traduit par une baisse des prix mondiaux des produits de base (bois, papier, cuivre et nickel), produits d'exportation majeurs pour le Québec.

L'amélioration plus générale des conditions économiques dans les pays européens et la stabilisation des monnaies devraient, par contre, contribuer à compenser la faiblesse de la demande américaine. Les industries à haute intensité technologique continueront d'occuper une place grandissante dans le com-

*Pour 1998,
la croissance réelle du
PIB manufacturier
au Québec est estimée
à 3,7 %.*

merce international du Québec. Dans l'ensemble, la croissance des livraisons manufacturières, exprimées en dollars constants, devrait se poursuivre au rythme de 3,2 % en 1998 selon les anticipations du Mouvement Desjardins.

En 1998, les investissements manufacturiers devraient être révisés à la hausse, étant donné que l'enquête du début d'année ne tient pas compte des dépenses prévues par Alcan pour la construction d'une nouvelle aluminerie de 2,2 milliards de dollars.

Le niveau actuel élevé d'utilisation de la capacité de production du secteur manufacturier devrait susciter, dans la majorité des industries, la construction de nouvelles unités de production. La relative stabilité des taux d'intérêt de long terme devrait également faciliter le financement de ces éventuels projets d'investissement.

Pour l'ensemble de l'année 1998, le Conference Board du Canada prévoit une hausse du PIB réel du secteur manufacturier québécois de 3,7 %. Ce taux de croissance assure donc la poursuite du présent cycle d'expansion de l'activité manufacturière pour une cinquième année consécutive.

VUE D'ENSEMBLE

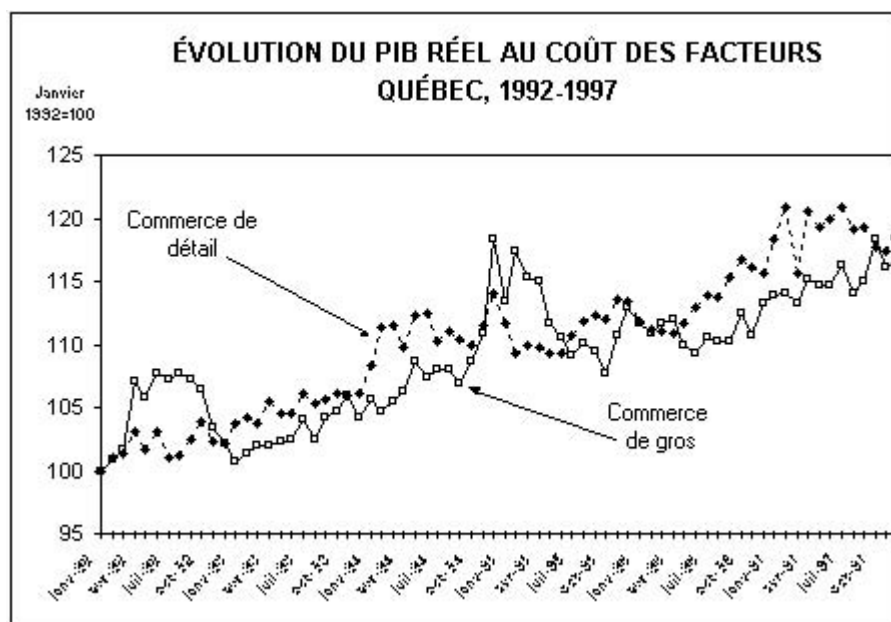
DU SECTEUR COMMERCIAL

VUE D'ENSEMBLE

DU SECTEUR COMMERCIAL

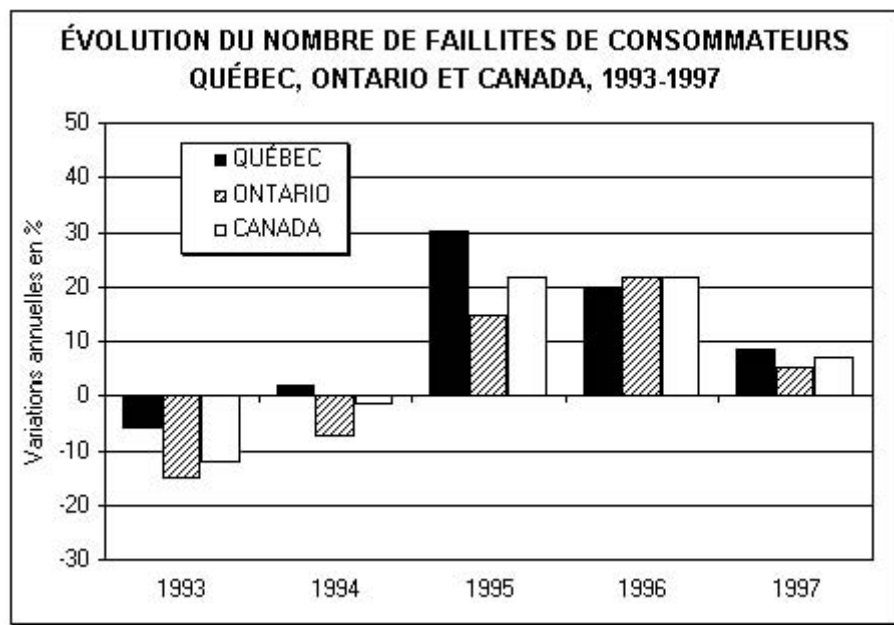
Le secteur commercial au Québec (gros et détail) constitue, en 1997, le troisième secteur d'activité économique en importance par rapport à la valeur ajoutée. Celui-ci atteint 11,5 % du PIB (produit intérieur brut au coût des facteurs) du Québec, ce qui représente une légère progression en comparaison du poids relatif de ce secteur en 1993 (11,1 %). Le marché commercial québécois accapare 22,1 % des activités commerciales canadiennes. Par ailleurs, la contribution des commerçants à la croissance du PIB québécois est très importante en 1997, puisqu'elle constitue 19,3 % de l'ensemble des gains enregistrés à ce chapitre par rapport à l'année précédente. Le PIB réel au coût des facteurs du secteur commercial progresse de 4,4 % en 1997, comparativement à 1,5 % en 1995 et à 0,8 % en 1996.

La croissance des activités commerciales en 1997 est cinq fois supérieure à celle réalisée en 1996.



En 1997, les ventes commerciales québécoises se situent à 114,7 milliards de dollars, soit une croissance de 6,7 % par rapport à l'année précédente. Les ménages québécois ont contribué de façon très importante à l'essor de l'économie québécoise. Toutes les principales catégories de dépenses connaissent une croissance du volume de leurs ventes comparativement à 1996, en particulier les biens durables, avec une croissance de 13,4 % attribuable principalement à la vente d'automobiles et des pièces et services inhérents.

Par ailleurs, le nombre de faillites de consommateurs québécois continue d'augmenter, soit à un rythme de 8,4 % par rapport à 1996, pour atteindre 26 981 personnes. À ce chapitre, le Québec réunit 31,6 % des faillites enregistrées auprès des consommateurs canadiens, dont le nombre s'est accru de 7,1 % au cours de l'année 1997. L'Ontario connaît une hausse de 5,2 % à ce titre et 31 604 personnes sont touchées.



Malgré la forte croissance des ventes commerciales en 1997, des pertes d'emplois sont signalées pour une deuxième année consécutive.

Les activités du secteur commercial nécessitent au Québec 16,6 % de l'emploi total en 1997, ce qui représente 540 300 personnes, dont 73,7 % oeuvrent auprès des détaillants. Ce secteur connaît présentement une phase de réduction de ses effectifs pour une deuxième année consécutive. En effet, cette baisse est de l'ordre de 2,0 % par rapport à 1996 et est attribuable à une diminution de 8,0 % des effectifs chez les grossistes, tandis que le niveau d'emplois demeure stable chez les détaillants. Sur une base trimestrielle, seul le deuxième trimestre affiche un gain d'emplois en 1997 (1,2 %). D'autre part, les pertes se répartissent principalement auprès des employés à temps partiel (4,4 %) et, à un moindre degré, auprès des employés à plein temps (1,4 %). Entre 1993 et 1995, ce secteur a connu des pertes de productivité, ce qui a nécessité, au sein du secteur, des interventions correctives qui ont permis aux commerçants de renouer avec des gains de productivité de l'ordre de 1,3 % en 1996 et de 6,7 % en 1997.

Par ailleurs, le nombre de faillites commerciales au Québec régresse de 24,9 % en 1997 et cette situation concerne 1 406 entreprises. Cependant, la valeur du passif cumulé ne fluctue pas au cours de cette période et se maintient à 382,0 millions de dollars.

L'enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement (février 1998) permet d'anticiper un niveau de dépenses d'immobilisation de l'ordre de 1 241,5 millions de dollars dans le secteur commercial québécois au cours de l'année 1997, soit une augmentation de 21,4 % par rapport à 1996. Ces investissements représentent 5,9 % de l'ensemble des dépenses d'immobilisation du secteur privé québécois et les achats de machinerie et d'équipement constituent 66,4 % de la totalité de ces dépenses.

Par ailleurs, les immobilisations québécoises représentent 20,4 % de l'ensemble des dépenses d'immobilisation commerciale réalisées au Canada, en 1997. Entre 1993 et 1997, le taux annuel moyen des dépenses d'immobilisation du secteur commercial est de 0,8 %. Au cours de cette période, la contribution des grossistes se situe à 7,5 %, tandis que celle des détaillants diminue de 3,6 %.

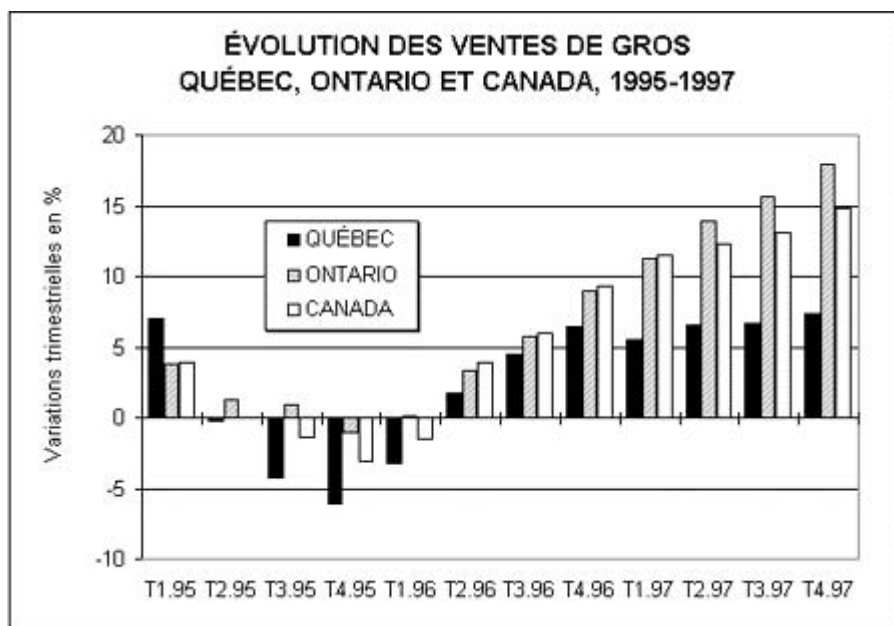
COMMERCE DE GROS

Les grossistes connaissent une augmentation substantielle de leurs ventes au cours de l'année 1997, poursuivant ainsi une période de croissance amorcée au début de 1996. En effet, à la suite d'une demande soutenue des marchés intérieur et internationaux, les grossistes transigent 6,5 % plus de biens et services qu'au cours de l'année précédente. Les ventes de gros, en 1997, se chiffrent à 59,4 milliards de dollars. Cette croissance annuelle est la plus importante que connaissent les grossistes québécois depuis la période de 1993 à 1994, (7,6 %). Le marché québécois du commerce de gros représente 20,7 % de l'ensemble des activités commerciales de gros réalisées au Canada.

Le taux de croissance des ventes de gros au Québec demeure cependant inférieur à celui observé en Ontario (14,8 %) ainsi que dans l'ensemble du Canada (13,0 %), qui, à cet égard, connaît en 1997, l'augmentation annuelle la plus importante depuis 1984. L'ensemble des grossistes au Canada, notamment ceux des Prairies, sont fort occupés, en 1997, à la suite de la forte croissance enregistrée dans leurs secteurs d'activité économique.

Les activités des grossistes québécois et canadiens ont subi un fléchissement important au cours des trois derniers trimestres de 1995 ainsi qu'au premier trimestre de 1996. La faiblesse des demandes intérieure et étrangère fut largement responsable de cette situation. Dès le deuxième trimestre de 1996, une remontée des ventes est perceptible au Québec (1,7 %), mais avec une croissance moindre que celle observée en Ontario (3,3 %) et dans l'ensemble du Canada (3,9 %). Depuis lors, cette tendance persiste jusqu'au dernier trimestre de 1997 avec une vigueur variant d'une région à l'autre du pays : Québec (7,4 %), Ontario (18,0 %), Canada (14,8 %).

Les ventes de gros progressent depuis le deuxième trimestre de 1996.



En 1997, les ventes des grossistes canadiens progressent dans toutes les catégories de commerce. Les grossistes de machinerie et matériel agricoles déclarent une hausse de 21,8 % de leurs ventes annuelles. Cette bonne performance s'explique principalement par la vague de renouvellement des équipements dans les provinces des Prairies. Les ventes en gros de véhicules

automobiles et de pièces (20,0 %), ainsi que celles de bois et de matériaux de construction (19,5 %), augmentent également de façon appréciable. Les faibles taux d'intérêt et la confiance élevée des consommateurs contribuent largement à cette croissance. En 1997, l'industrie automobile connaît un regain dû à divers programmes incitatifs à l'achat de véhicules neufs offerts par les concessionnaires, ainsi que par le succès des ventes de véhicules utilitaires à caractère sportif. Les grossistes de bois et de matériaux de construction profitent de l'augmentation de 18,7 % des mises en chantier au Canada.

Le groupe commercial qui transige les métaux, les articles de quincaillerie et le matériel de plomberie et de chauffage, affiche la plus faible croissance annuelle du secteur en 1997 (6,4 %). Les ventes de gros de métaux représentent 50 % des ventes réalisées au sein de ce groupe et elles sont affectées par une offre internationale abondante ainsi que par la baisse de la demande des pays asiatiques. Cependant, le haut niveau d'activité dans la construction résidentielle au Canada soutient le niveau des ventes d'articles de quincaillerie et de matériel de plomberie et de chauffage.

Au cours de l'année 1997, les grossistes québécois mettent à pied 12 400 personnes, soit une diminution de 8,0 % de l'ensemble de leurs effectifs. Cette situation annule l'augmentation de 8,0 % enregistrée l'année précédente et qui avait entraîné la création de 11 500 emplois. Cette tendance est perceptible au cours de chaque trimestre de 1997, puisque le premier trimestre inscrit une baisse de 4,1 %, suivie des baisses successives de 4,4 % au deuxième, de 12,0 % au troisième et de 11,1 % au dernier trimestre. Ces pertes d'emplois constituent une diminution de 17,2 % de l'ensemble des travailleurs à temps partiel par rapport à 1996, ainsi qu'une baisse de 7,2 % des personnes qui travaillent à plein temps.

En Ontario, les grossistes embauchent 19 700 personnes en 1997, ce qui représente une augmentation de 8,3 % par rapport à l'année précédente. Dans l'ensemble du Canada, la main-d'œuvre augmente de 3,3 % dans le secteur du commerce de gros, ce qui entraîne l'embauche de 21 000 personnes supplémentaires.

Les dépenses d'immobilisation des grossistes québécois augmentent de 54,2 %, en 1997, pour atteindre 556,8 millions de dollars. Les secteurs des machines, matériel et fournitures, ainsi que les autres commerces de gros, sont ceux qui investissent le plus. Ces dépenses sont constituées à 77,8 % d'achats de machines et d'équipement. Les immobilisations des grossistes québécois représentent 18,7 % de la totalité des dépenses canadiennes réalisées à ce chapitre en 1997. D'autre part, les grossistes ontariens dépensent 1 299,1 millions en 1997, ce qui constitue un accroissement de 6,9 % à ce chapitre par rapport à 1996.

*Les dépenses
d'immobilisation des
grossistes québécois
sont en hausse de
54,2 % en 1997.*

Au cours de l'année 1997, le nombre de faillites au Québec dans le commerce de gros diminue de 18,8 % et touche 427 entreprises. La valeur totale du passif de ces faillites s'élève à 117,0 millions de dollars, soit une baisse de 25,0 % par rapport à 1996. Les faillites observées au Québec représentent 57,0 % de la totalité des faillites canadiennes chez les grossistes. Cependant, la valeur des passifs québécois de ces faillites offre un ratio Québec/Canada de 32,2 % en 1997 contre 47,5 % en 1996. En Ontario, le nombre de faillites chez les grossistes régresse de 23,8 % et touche 163 entreprises. La valeur totale des passifs de ces faillites augmente de 65,3 % au cours de cette période.

COMMERCE DE DÉTAIL

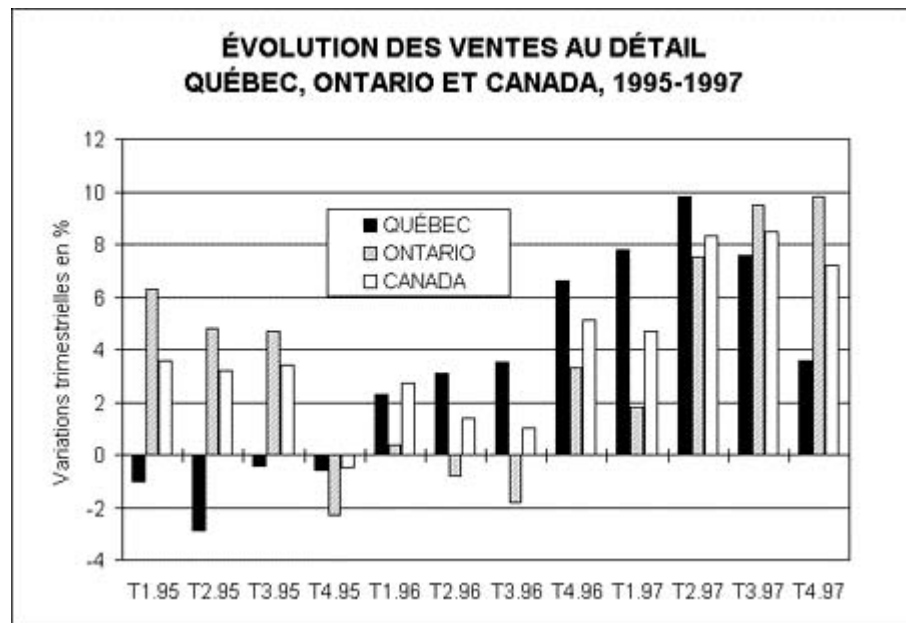
En 1997, les ventes au détail au Québec atteignent un taux de croissance de 7,1 %. Elles totalisent 55,4 milliards de dollars. À l'exception du repli de 1,2 % observé en 1995, les ventes progressent pour une sixième année consécutive. Le marché québécois du commerce de détail représente 23,8 % de l'ensemble des ventes de détail réalisées au Canada en 1997.

À l'exception du repli de 1995, les ventes au détail progressent pour une sixième année consécutive.

Les détaillants ontariens connaissent également des hausses d'activité d'une même amplitude, soit de 7,3 %. Leur situation est particulièrement remarquable, puisque cette remontée survient immédiatement après une année de faible croissance de 0,3 % en 1996. Dans l'ensemble du Canada, les détaillants connaissent la plus forte hausse de leurs ventes depuis 1988 (7,2 %), après deux années de faible croissance, soit 2,6 % en 1996 et 2,3 % en 1995. Le mouvement à la hausse s'est étendu à l'ensemble des principaux secteurs du commerce au détail.

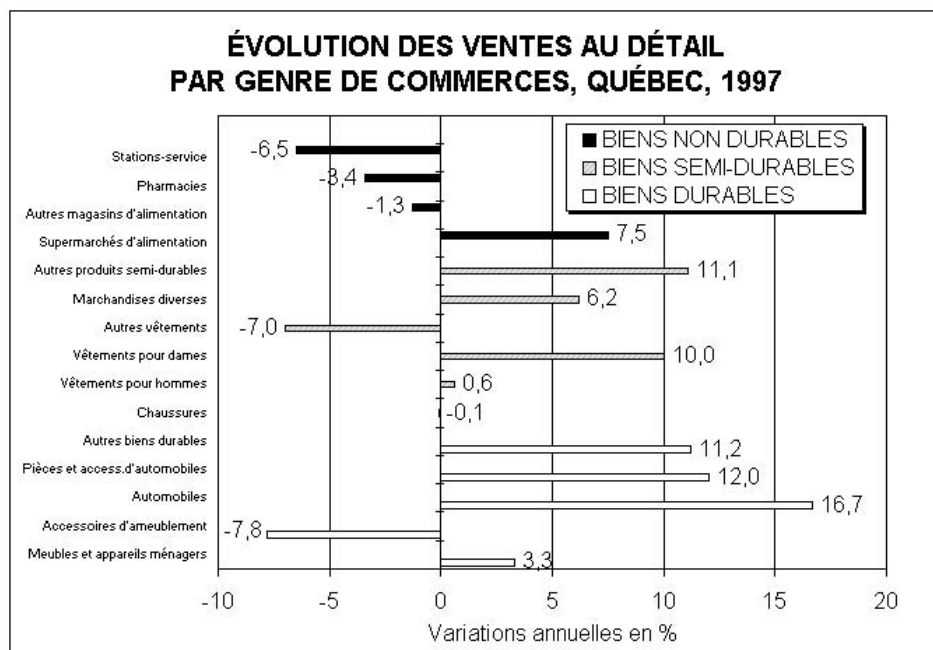
Une analyse trimestrielle de l'évolution des ventes laisse cependant entrevoir une pause à cette croissance, puisqu'un ralentissement est clairement perceptible au Québec. En effet, l'augmentation de 9,8 %, observée au deuxième trimestre, s'estompe graduellement vers un taux de croissance moindre de 3,6 % au quatrième trimestre de 1997, par rapport à la même période en 1996.

En contrepartie, les détaillants ontariens connaissent un phénomène inverse depuis le premier trimestre de 1997 (1,8 %) avec une croissance soutenue des ventes qui atteint le niveau de 9,8 % au quatrième trimestre de la même année. Au Canada, la situation des ventes au détail propose des résultats mitoyens au cours de cette période. Ainsi, après avoir atteint un niveau de croissance de 8,5 % au troisième trimestre, les ventes ralentissent à 7,2 % au cours du dernier trimestre de 1997.

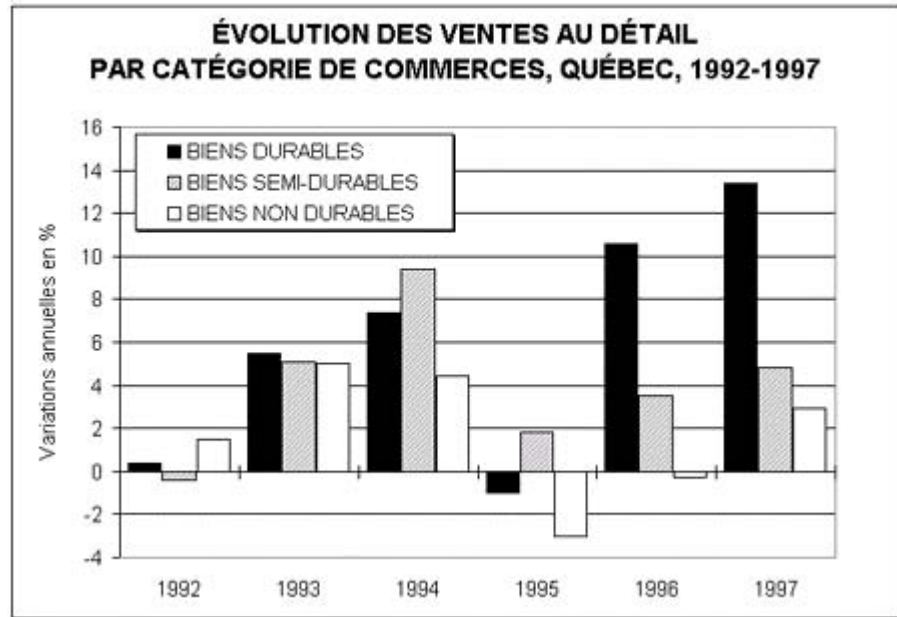


Les ventes de biens durables, notamment celles des automobiles, expliquent le succès du commerce de détail au Québec en 1997.

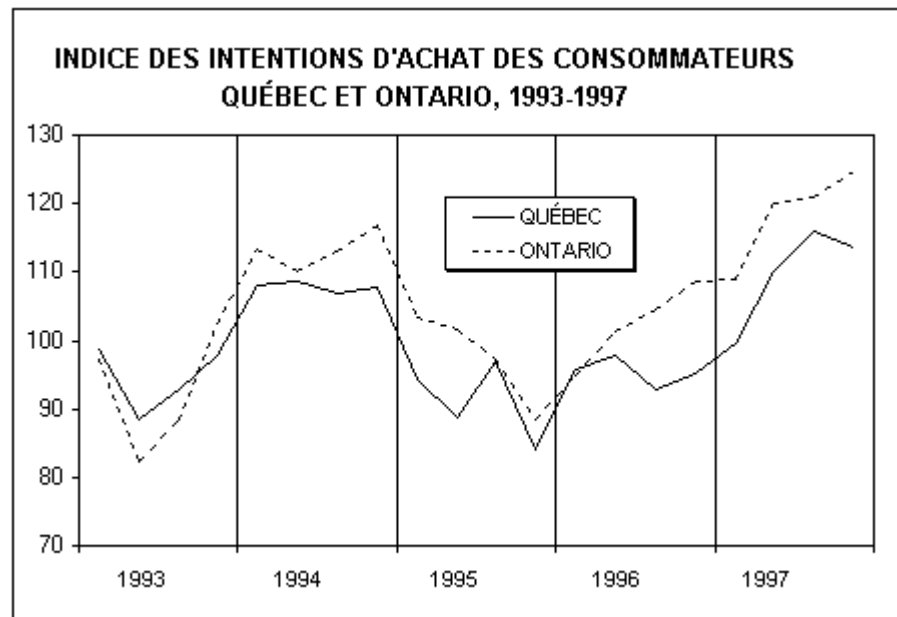
La performance du secteur du commerce de détail au Québec s'explique principalement par la bonne tenue des ventes de biens durables. Elles sont en hausse pour une deuxième année consécutive, avec un taux de 13,4 % en 1997, alors que l'Ontario et le Canada connaissent des gains respectifs de 9,9 % et de 11,2%. Pour une deuxième année consécutive, les ventes de véhicules automobiles et récréatifs ont progressé de 16,7 %, suivies des pièces et accessoires pour automobiles, avec 12,0 %. À titre comparatif, les consommateurs ontariens privilégient les accessoires d'ameublement (25,6 %), ainsi que les achats de meubles et d'appareils ménagers (16,6 %).



D'autre part, les ventes de biens semi-durables et non durables contribuent également à la croissance globale des ventes des détaillants québécois, avec des hausses respectives de 4,8 % et de 2,9 %. Les biens semi-durables connaissent une croissance soutenue pour une cinquième année consécutive. De bonnes performances résultent des ventes obtenues par les autres magasins de produits semi-durables, dont les quincailleries (11,1 %), par les boutiques de vêtements pour dames (10,0 %), ainsi que par les grands magasins (9,6 %). D'autre part, les supermarchés d'alimentation et les épiceries connaissent une croissance appréciable de 7,5 % après deux années de forte morosité.



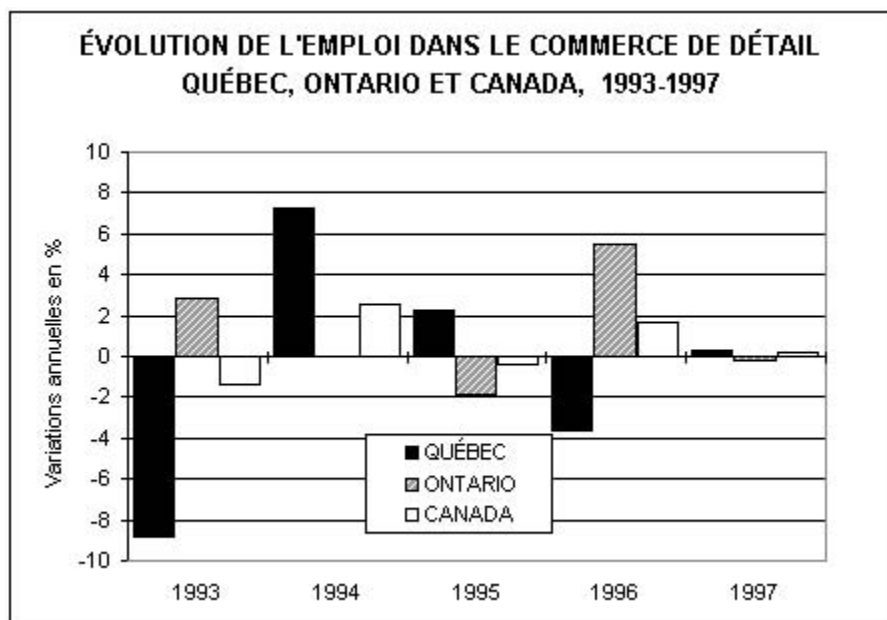
L'évolution des ventes au détail, tant au Québec qu'ailleurs au Canada, reflète sensiblement la tendance exprimée par l'indice d'intention d'achat des consommateurs du Conference Board du Canada. Cet indicateur signale que le niveau de confiance des Québécois, en 1997, atteint un sommet depuis le début des années 90, alors que 62,7 % des consommateurs jugent l'année 1997 propice pour entreprendre des dépenses importantes relativement à leur budget (automobile, habitation, etc.).



Le niveau de confiance des consommateurs québécois en 1997 atteint un sommet depuis le début des années 90.

Cette perception s'appuie jusqu'à très récemment sur un climat de stabilité des taux d'intérêt maintenus à un faible niveau depuis 1996, ainsi que par le redressement relatif du marché de l'emploi. Cependant, l'indice du dernier trimestre de 1997 laisse présager un certain plafonnement à ce chapitre puisqu'une baisse de 2,6 points par rapport au trimestre précédent est observée. Toutefois, dans une perspective annuelle, l'indice des intentions d'achat des consommateurs québécois présente une augmentation de 18,4 points depuis le quatrième trimestre de 1996 et atteint un seuil de 113,5. L'indice des intentions d'achat au cours des derniers trimestres de 1997 se situe à un niveau de confiance inégalé depuis la fin de 1988. Par ailleurs, l'indice des intentions d'achat exprimées par les Ontariens progresse de 16,1 points entre le quatrième trimestre de 1996 et le quatrième trimestre de 1997 et atteint le seuil de 124,7.

Au Québec, le marché de l'emploi dans le secteur du commerce au détail demeure stable, avec une légère hausse de 0,3 %, ce qui représente, dans l'ensemble, 398 300 personnes, dont 72,4 % occupent des postes à plein temps. Cette stabilité survient après la compression de 15 100 postes enregistrée dans ce secteur en 1996.

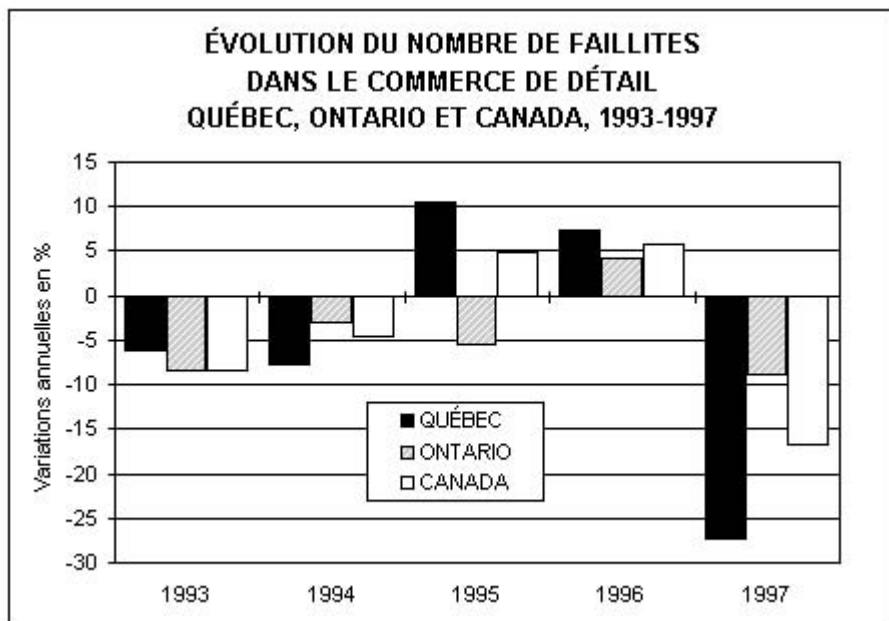


Dans le commerce de détail, le niveau d'emplois demeure stable en 1997 comparativement à une compression de 15 100 postes en 1996.

L'évolution trimestrielle du marché du travail dans ce secteur laisse apparaître un premier trimestre au cours duquel s'effectuent des mises à pied dans une proportion de 4,2 %, suivi de deux trimestres successifs d'embauches au rythme respectif de 3,3 % et de 3,5 % et en fin d'année d'un repli de 1,2 %. Des gains appréciables sont observés auprès des détaillants de chaussures et de vêtements (19,5 %) et de marchandises diverses (10,9 %), tandis que les principales diminutions d'effectifs sont enregistrées dans les autres magasins de vente au détail (-12,7 %) et les magasins de meubles et articles ménagers (-8,3 %). Au cours de la même période, les détaillants ontariens maintiennent leur main-d'œuvre au même niveau qu'en 1996, soit 669 000 personnes. Dans l'ensemble du Canada, la main-d'œuvre dans ce secteur reste stable, avec une légère augmentation de 0,2 %, ce qui représente la création de 3 700 postes.

*Légère augmentation
des dépenses
d'immobilisation des
détaillants québécois
en 1997.*

Les dépenses d'immobilisation des détaillants québécois augmentent légèrement de 3,0 % en 1997 et se chiffrent à 674,7 millions de dollars. Les secteurs des aliments, des boissons et des médicaments, ainsi que ceux des véhicules automobiles, des pièces et des accessoires réalisent les dépenses les plus importantes dans ce domaine. Ces immobilisations sont constituées à 56,8 % d'achats de machines et d'équipement. Les investissements québécois à ce chapitre représentent 21,8 % des dépenses totales réalisées à cet effet au Canada, en 1997. Par ailleurs, les détaillants ontariens investissent 961,0 millions au cours de cette période, ce qui représente une augmentation de 14,0 % par rapport à l'année précédente.



*Le nombre de faillites
chez les détaillants
régresse fortement en
1997, tandis
qu'augmente la valeur
cumulée des passifs.*

Le bilan annuel des faillites des détaillants québécois s'est nettement amélioré en 1997, puisque le nombre de faillites dans ce secteur régresse de 27,3 % et atteint 979 entreprises. Cependant, le montant cumulé des passifs augmente de 18,3 % et se chiffre à 265,0 millions de dollars. Au Québec, les faillites dans ce secteur représentent 38,0 % de la totalité des faillites des détaillants canadiens, en 1997, contre 43,5 %, en 1996. Quant au passif cumulé, ce ratio s'établit à 40,0 %, en 1997, contre 23,5 %, en 1996, ce qui illustre bien les améliorations réalisées à ce chapitre par les détaillants du reste du Canada. En Ontario, le nombre de faillites chez les détaillants diminue de 18,8 %, en 1997, tandis que la valeur totale des passifs chute de 50,7 %, atteignant 284,7 millions.

PERSPECTIVES

L'examen des résultats du premier trimestre de 1998 laisse entrevoir une faible augmentation des ventes au détail de 2,8 % contre 3,6 % au quatrième trimestre de 1997. Sur la même base de comparaison, les grossistes connaissent une croissance de 5,0 % contre 7,4 % le trimestre précédent. L'indice des intentions d'achat des Québécois diminue légèrement, de 1,4 point, par rapport au dernier trimestre de 1997. Le nombre de faillites commerciales augmente légèrement, de 1,6 %, mais la valeur du passif cumulé régresse de 65,7 %. Les faillites des consommateurs diminuent de 10,1 % au cours du premier

trimestre de 1998.

L'enquête sur les intentions d'investissement, publiée en début d'année, prévoit une légère croissance de 1,1 % des dépenses d'immobilisation de ce secteur en 1998. Au cours des cinq premiers mois de 1998, les emplois dans le secteur commercial diminuent de 1,6 % par rapport à la même période en 1997.

*La croissance réelle du
PIB du secteur
commercial devrait être
plus faible en 1998
(2,6 %) que celle
enregistrée en 1997
(4,4 %).*

Pour l'année 1998, le Conference Board du Canada prévoit un ralentissement de la croissance des dépenses réelles de consommation, celle-ci passant de 2,9 % en 1997 à 2,6 %, en raison, notamment des pressions soutenues pour hausser les taux d'intérêt qui devraient accroître à court terme, le coût de financement des dettes et des achats à crédit. Ainsi, les ventes au détail devraient connaître un rythme moins effréné (1,9 %) que celui observé en 1997 (7,1 %). C'est la diminution des achats d'automobiles qui expliquera, presque à elle seule, la décélération des dépenses des ménages.

Le Conference Board du Canada prévoit, en 1998, une croissance réelle de 2,6 % du PIB dans le secteur commercial au Québec, soit une hausse plus faible que celle de 4,4 % observée en 1997. À ce chapitre, la contribution du commerce de gros sera de 4,6 % contre 1,0 % pour le commerce au détail.

TABLEAUX

STATISTIQUES

TABEAU 1
PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES
QUÉBEC, 1994-1997

INDICATEUR	UNITÉ DE MESURE	1994	1995	1996	1997	1995/1994	1996/1995	1997/1996
						(variations en pourcentage)		
ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE								
PIB aux prix du marché (\$ courants)	M\$	170 126	177 221	178 935	185 366	4,2	1,0	3,6
PIB aux prix du marché (\$ 1992)	M\$	166 586	168 612	170 376	174 938	1,2	1,0	2,7
Dépenses de consommation	M\$	100 654	102 924	106 344	111 356	2,3	3,3	4,7
Biens durables	M\$	12 545	12 842	13 677	15 234	2,4	6,5	11,4
Biens semi-durables	M\$	10 110	10 276	10 281	10 688	1,6	0,0	4,0
Biens non durables	M\$	26 726	27 115	28 070	28 833	1,5	3,5	2,7
Services	M\$	51 273	52 691	54 316	56 601	2,8	3,1	4,2
Immobilisations totales	M\$	26 689	24 857	26 306	27 845 (1)	-6,9	5,8	5,8
Secteur privé	M\$	18 664	17 019	19 174	20 985	-8,8	12,7	9,4
Secteur public (incluant les sociétés d'État)	M\$	8 026	7 838	7 132	6 861	-2,3	-9,0	-3,8
Dépenses publiques courantes								
en biens et services	M\$	41 163	41 229	40 450	39 688	0,2	-1,9	-1,9
Mises en chantier	unité	34 154	21 885	23 220	25 896	-35,9	6,1	11,5
Exportations internationales	M\$	40 851	48 251	49 113	52 102	18,1	1,8	6,1
MARCHÉ DU TRAVAIL								
Emploi total	'000	3 156,2	3 204,1	3 212,6	3 260,3	1,5	0,3	1,5
Création (perte) d'emplois	'000	76,7	47,9	8,5	47,7	-	-	-
Nombre de chômeurs	'000	438,4	407,8	429,9	419,6	-7,0	5,4	-2,4
Taux de chômage	%	12,2	11,3	11,8	11,4	-	-	-
REVENU ET NIVEAU DE VIE								
Revenu personnel disponible	M\$	111 805	115 066	116 464	117 131	2,9	1,2	0,6
Taux d'épargne	%	8,2	8,4	6,7	3,3	-	-	-
Indice des prix à la consommation	1992=100	100,0	101,8	103,4	104,9	1,8	1,6	1,5

(1) Dépenses provisoires.

SOURCES: Statistique Canada, Bureau de la statistique du Québec.

Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle, MICST.

TABLEAU 2
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT RÉEL
PAR INDUSTRIE
QUÉBEC, 1994-1997

INDUSTRIE	1994	1995	1996	1997	1995/1994	1996/1995	1997/1996
	(millions de dollars de 1992)				(variations en pourcentage)		
Ensemble de l'économie	144 347,8	146 400,3	147 876,2	151 713,8	1,4	1,0	2,6
Industries de biens	47 145,8	47 227,1	47 819,4	49 239,5	0,2	1,3	3,0
Agriculture et services connexes	1 957,2	1 941,1	1 990,3	2 136,0	-0,8	2,5	7,3
Pêche et piégeage	62,7	65,3	72,1	70,7	4,2	10,4	-1,9
Exploitation forestière	884,8	977,5	892,2	910,5	10,5	-8,7	2,1
Mines, carrières et puits de pétrole	1 251,8	1 318,3	1 310,0	1 303,8	5,3	-0,6	-0,5
Industries manufacturières	28 135,3	28 473,6	28 775,4	29 981,7	1,2	1,1	4,2
Aliments	2 916,8	2 939,4	2 978,3	2 980,6	0,8	1,3	0,1
Boissons	861,8	839,5	852,9	873,7	-2,6	1,6	2,4
Produits en matière plastique	715,8	747,4	774,4	793,6	4,4	3,6	2,5
Cuir et produits connexes	167,0	149,8	134,5	146,5	-10,3	-10,2	8,9
Textiles et produits textiles	1 088,7	1 116,9	1 143,7	1 246,6	2,6	2,4	9,0
Habillement	1 566,5	1 620,9	1 485,2	1 563,8	3,5	-8,4	5,3
Bois	1 392,5	1 306,2	1 426,3	1 572,1	-6,2	9,2	10,2
Meubles et articles d'ameublement	616,4	599,7	635,2	737,8	-2,7	5,9	16,1
Papier et produits connexes	2 318,4	2 422,1	2 439,0	2 531,2	4,5	0,7	3,8
Imprimerie et édition	1 988,3	1 931,4	1 838,6	1 824,0	-2,9	-4,8	-0,8
Première transformation des métaux	2 114,1	2 090,2	2 238,4	2 382,6	-1,1	7,1	6,4
Produits métalliques	1 580,1	1 650,5	1 723,4	1 793,9	4,5	4,4	4,1
Machinerie	1 013,2	1 121,7	1 089,9	1 139,0	10,7	-2,8	4,5
Matériel de transport	3 307,3	3 394,6	3 331,8	3 278,0	2,6	-1,9	-1,6
Produits électriques et électroniques	1 559,2	1 573,3	1 750,6	1 986,3	0,9	11,3	13,5
Produits raffinés du pétrole	65,2	66,3	70,0	70,7	1,7	5,6	1,0
Produits chimiques	2 311,8	2 350,9	2 306,1	2 431,5	1,7	-1,9	5,4
Autres industries manufacturières	2 552,5	2 553,0	2 557,2	2 629,7	0,0	0,2	2,8
Construction	8 229,6	7 636,9	7 911,7	7 874,2	-7,2	3,6	-0,5
Construction résidentielle	2 441,6	1 934,2	2 083,6	2 359,6	-20,8	7,7	13,2
Construction non résidentielle	5 788,0	5 702,6	5 828,1	5 514,6	-1,5	2,2	-5,4
Autres ind. de services publics	6 624,4	6 814,5	6 867,8	6 962,7	2,9	0,8	1,4
Énergie électrique	5 735,3	5 916,5	5 965,3	6 052,6	3,2	0,8	1,5
Industries de services	97 201,9	99 173,2	100 056,7	102 474,3	2,0	0,9	2,4
Transport et entreposage	5 700,3	5 814,4	5 713,9	5 810,8	2,0	-1,7	1,7
Communications	4 850,2	5 218,1	5 580,1	5 984,9	7,6	6,9	7,3
Commerce de gros	7 292,2	7 540,8	7 481,7	7 757,1	3,4	-0,8	3,7
Commerce de détail	9 066,2	9 067,4	9 257,5	9 717,7	0,0	2,1	5,0
Finances, assurances et affaires.immob.	21 403,9	21 553,5	21 852,5	22 595,8	0,7	1,4	3,4
Services socioculturels, comm. et pers.	38 182,5	39 509,7	40 081,2	40 769,2	3,5	1,4	1,7
Services gouvernementaux	10 706,6	10 469,3	10 090,0	9 838,7	-2,2	-3,6	-2,5

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, *Produit intérieur brut par industrie*.
Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle, MICST.

TABLEAU 3
EMPLOI
PAR INDUSTRIE
QUÉBEC, 1994-1997

INDUSTRIE	1994	1995	1996	1997	1995/1994	1996/1995	1997/1996
	(milliers)				(variations en pourcentage)		
Aliments et boissons	64,2	64,0	62,3	65,4	-0,3	-2,7	5,0
Tabac	...	...	...	...	-	-	-
Caoutchouc et plastique	24,9	27,0	29,4	28,0	8,4	8,9	-4,8
Cuir et produits connexes	5,3	4,0	4,7	7,5	-24,5	17,5	59,6
Textiles et produits textiles	25,1	29,0	28,5	27,2	15,5	-1,7	-4,6
Habillement	68,7	65,0	55,6	64,0	-5,4	-14,5	15,1
Bois	40,7	40,0	44,4	48,4	-1,7	11,0	9,0
Meuble et articles d'ameublement	24,0	23,0	21,5	22,4	-4,2	-6,5	4,2
Papier et produits connexes	41,8	40,0	36,4	32,6	-4,3	-9,0	-10,4
Imprimerie et édition	38,9	46,0	44,4	45,0	18,3	-3,5	1,4
Première transformation des métaux	28,8	35,0	35,5	35,7	21,5	1,4	0,6
Produits métalliques	30,5	33,0	32,2	38,7	8,2	-2,4	20,2
Machinerie	16,0	19,0	19,6	16,6	18,8	3,2	-15,3
Matériel de transport	47,4	43,0	45,4	55,4	-9,3	5,6	22,0
Produits électriques et électroniques	37,6	43,0	42,6	51,1	14,4	-0,9	20,0
Produits minéraux non métalliques	11,9	15,0	14,3	14,1	26,1	-4,7	-1,4
Produits raffinés du pétrole	...	...	...	...	-	-	-
Produits chimiques	31,3	35,0	31,1	32,7	11,8	-11,1	5,1
Industries manufacturières diverses	28,4	26,0	23,7	28,0	-8,5	-8,8	18,1
Biens durables	304,2	323,0	323,6	355,4	6,2	0,2	9,8
Biens non durables	265,0	270,0	253,4	261,6	1,9	-6,1	3,2
TOTAL	569,2	593,0	577,0	617,0	4,2	-2,7	6,9

... Moins de 4 000.

SOURCES: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, cat. 71-001.

Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle, MICST.

TABLEAU 4
LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES
PAR INDUSTRIE
QUÉBEC, 1994-1997

INDUSTRIE	1994	1995	1996	1997	1995/1994	1996/1995	1997/1996
	(millions de dollars)				(variations en pourcentage)		
Aliments	9 615,6	9 934,7	10 630,7	10 793,7	3,3	7,0	1,5
Boissons	1 756,6	1 775,4	1 861,8	1 940,7	1,1	4,9	4,2
Tabac	‡	‡	‡	‡	-	-	-
Produits en caoutchouc	964,7	1 072,6	1 157,7	1 209,1	11,2	7,9	4,4
Produits en matière plastique	1 742,8	2 026,5	2 116,0	2 172,6	16,3	4,4	2,7
Cuir et produits connexes	434,7	422,9	394,5	431,0	-2,7	-6,7	9,3
Textiles de première transformation	1 587,6	1 653,1	1 837,9	1 935,7	4,1	11,2	5,3
Produits textiles	1 647,9	1 603,9	1 583,2	1 811,5	-2,7	-1,3	14,4
Habillement	3 865,1	4 044,6	3 892,2	4 110,1	4,6	-3,8	5,6
Bois	5 408,3	5 306,4	5 796,1	6 557,3	-1,9	9,2	13,1
Meuble et articles d'ameublement	1 346,3	1 387,0	1 519,6	1 765,1	3,0	9,6	16,2
Papier et produits connexes	8 161,0	11 575,2	10 300,3	10 379,0	41,8	-11,0	0,8
Imprimerie et édition	3 710,2	3 938,7	3 921,3	3 939,7	6,2	-0,4	0,5
Première transformation des métaux	7 672,8	8 830,8	9 017,9	9 840,9	15,1	2,1	9,1
Produits métalliques	3 723,5	4 237,4	4 560,6	4 765,1	13,8	7,6	4,5
Machinerie	2 170,6	2 567,9	2 645,1	2 850,4	18,3	3,0	7,8
Matériel de transport	10 424,6	11 105,4	10 856,7	11 190,6	6,5	-2,2	3,1
Produits électriques et électroniques	7 279,2	8 080,2	8 794,8	9 455,0	11,0	8,8	7,5
Produits minéraux non métalliques	1 551,4	1 604,5	1 654,6	1 759,4	3,4	3,1	6,3
Produits raffinés du pétrole	3 152,5	3 449,0	4 156,6	4 127,3	9,4	20,5	-0,7
Produits chimiques	5 818,0	6 464,4	6 437,2	6 839,1	11,1	-0,4	6,2
Industries manufacturières diverses	‡	‡	‡	‡	-	-	-
Biens durables (1)	39 576,7	43 119,6	44 845,5	48 183,8	9,0	4,0	7,4
Biens non durables (1)	42 456,9	47 961,0	48 289,5	49 689,5	13,0	0,7	2,9
TOTAL	85 185,6	94 419,5	96 603,8	101 406,8	10,8	2,3	5,0

‡ Données confidentielles.

(1) Total partiel, excluant les données confidentielles.

SOURCES: Statistique Canada, *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, cat. 31-001.

Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle, MICST.

TABLEAU 5
EXPORTATIONS INTERNATIONALES
PRINCIPALES DESTINATIONS
QUÉBEC, 1994-1997

DESTINATION		1994	1995	1996	1997	1995/1994	1996/1995	1997/1996
		(millions de dollars)				(variations en pourcentage)		
AMÉRIQUE		33 996	39 747	40 223	43 448	16,9	1,2	8,0
	%	83,2	82,4	81,9	83,4			
États-Unis		33 525	39 097	39 655	42 731	16,6	1,4	7,8
	%	82,1	81,0	80,7	82,0			
Brésil		164	365	255	328	123,1	-30,1	28,9
	%	0,4	0,8	0,5	0,6			
Mexique		171	79	147	115	-53,7	86,3	-21,5
	%	0,4	0,2	0,3	0,2			
UNION EUROPÉENNE		3 793	4 704	4 829	4 388	24,0	2,7	-9,1
	%	9,3	9,7	9,8	8,4			
Royaume-Uni		1 000	866	860	1 049	-13,5	-0,6	22,0
	%	2,4	1,8	1,8	2,0			
Allemagne		620	857	1 079	877	38,3	25,9	-18,7
	%	1,5	1,8	2,2	1,7			
France		593	963	974	726	62,5	1,1	-25,4
	%	1,5	2,0	2,0	1,4			
AUTRES PAYS D'ASIE		1 551	2 186	2 282	2 400	40,9	4,4	5,1
	%	3,8	4,5	4,6	4,6			
Japon		546	624	606	717	14,2	-2,9	18,3
	%	1,3	1,3	1,2	1,4			
Corée du Sud		189	252	375	394	33,7	48,9	5,1
	%	0,5	0,5	0,8	0,8			
Chine		173	216	205	265	24,6	-5,1	29,2
	%	0,4	0,4	0,4	0,5			
TOUS LES PAYS		40 851	48 251	49 113	52 102	18,1	1,8	6,1
	%	100,0	100,0	100,0	100,0			

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.
Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle, MICST.

TABLEAU 6
EXPORTATIONS INTERNATIONALES
PAR INDUSTRIE
QUÉBEC, 1994-1997

INDUSTRIE	1994	1995	1996	1997	1995/1994	1996/1995	1997/1996
	(millions de dollars)				(variations en pourcentage)		
Aliments	1 087,3	1 277,9	1 499,9	1 751,0	17,5	17,4	16,7
Boissons	194,3	179,9	193,4	297,2	-7,4	7,5	53,7
Tabac	79,1	62,6	60,5	56,0	-20,8	-3,4	-7,5
Produits en caoutchouc	271,4	404,7	528,1	710,0	49,1	30,5	34,4
Produits en matière plastique	453,8	518,0	575,5	637,9	14,1	11,1	10,8
Cuir et produits connexes	118,8	115,1	144,2	181,1	-3,1	25,3	25,6
Textiles de première transformation	490,3	601,6	743,8	862,4	22,7	23,7	15,9
Produits textiles	175,1	206,2	262,0	278,9	17,8	27,0	6,5
Habillement	575,7	732,7	925,8	1 110,0	27,3	26,4	19,9
Bois	2 395,1	2 568,7	3 240,5	3 524,6	7,2	26,2	8,8
Meuble et articles d'ameublement	433,1	524,2	638,7	759,8	21,0	21,8	19,0
Papier et produits connexes	5 496,7	7 543,2	6 911,7	6 894,5	37,2	-8,4	-0,3
Imprimerie et édition	387,7	462,3	469,5	488,2	19,2	1,6	4,0
Première transformation des métaux	6 364,6	7 147,3	6 537,3	7 139,5	12,3	-8,5	9,2
Produits métalliques	827,7	967,5	1 101,8	1 229,8	16,9	13,9	11,6
Machinerie	1 197,0	1 390,7	1 601,8	1 836,8	16,2	15,2	14,7
Matériel de transport	8 396,5	9 086,4	8 613,8	8 244,9	8,2	-5,2	-4,3
Produits électriques et électroniques	4 767,3	5 640,7	6 803,4	8 188,5	18,3	20,6	20,4
Produits minéraux non métalliques	295,2	343,9	378,2	406,9	16,5	10,0	7,6
Produits raffinés du pétrole	242,7	327,6	371,2	381,2	35,0	13,3	2,7
Produits chimiques	1 526,7	2 098,1	2 138,2	2 269,1	37,4	1,9	6,1
Industries manufacturières diverses	1 192,7	1 414,2	1 618,7	1 658,7	18,6	14,5	2,5
Biens durables	25 869,3	29 083,7	30 534,3	32 989,5	12,4	5,0	8,0
Biens non durables	11 099,5	14 529,8	14 824,0	15 917,7	30,9	2,0	7,4
TOTAL	36 968,8	43 613,5	45 358,3	48 907,1	18,0	4,0	7,8

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.
 Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle, MICST.

TABLEAU 7
IMMOBILISATIONS
PAR INDUSTRIE
QUÉBEC, 1994-1997

INDUSTRIE	1994	1995	1996	1997 (1)	1995/1994	1996/1995	1997/1996
	(millions de dollars)				(variations en pourcentage)		
Aliments	240,9	335,0	277,8	223,4	39,1	-17,1	-19,6
Boissons	82,2	82,9	78,2	52,0	0,9	-5,7	-33,5
Tabac	‡	‡	‡	‡	-	-	-
Produits en caoutchouc	65,4	51,2	45,2	74,5	-21,7	-11,7	64,8
Produits en matière plastique	129,1	100,5	78,6	77,7	-22,2	-21,8	-1,1
Cuir	‡	‡	‡	‡	-	-	-
Textiles de première transformation	59,7	48,9	80,2	69,8	-18,1	64,0	-13,0
Produits textiles	55,1	12,3	42,3	41,7	-77,7	243,9	-1,4
Habillement	94,1	51,5	49,1	65,2	-45,3	-4,7	32,8
Bois	244,7	303,8	319,0	286,7	24,2	5,0	-10,1
Meuble	17,6	24,7	49,0	54,2	40,3	98,4	10,6
Papier	754,2	1 051,4	1 008,7	907,8	39,4	-4,1	-10,0
Imprimerie et édition	111,1	70,6	106,0	79,4	-36,5	50,1	-25,1
Première transformation des métaux	215,1	310,5	525,6	743,5	44,4	69,3	41,5
Produits métalliques	84,1	123,8	150,4	137,5	47,2	21,5	-8,6
Machinerie	52,6	84,2	65,4	59,1	60,1	-22,3	-9,6
Matériel de transport	258,8	284,4	343,1	326,2	9,9	20,6	-4,9
Produits électriques et électroniques	280,0	221,9	242,3	233,5	-20,8	9,2	-3,6
Produits minéraux non métalliques	113,9	56,3	68,2	88,3	-50,6	21,1	29,5
Produits raffinés du pétrole	49,4	72,6	106,3	101,3	47,0	46,4	-4,7
Produits chimiques	294,5	253,8	304,5	298,5	-13,8	20,0	-2,0
Industries manufacturières diverses	229,9	80,1	108,3	94,3	-65,2	35,2	-12,9
Biens durables	1 496,7	1 489,7	1 871,3	2 023,3	-0,5	25,6	8,1
Biens non durables	1 980,0	2 187,2	2 221,1	2 038,8	10,5	1,5	-8,2
TOTAL	3 476,7	3 676,9	4 092,4	4 062,1	5,8	11,3	-0,7

‡ Données confidentielles.

(1) Dépenses provisoires.

SOURCES: Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada*, cat. 61-205.
Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle, MICST.

TABLEAU 8
VENTES DE GROS ET DE DÉTAIL
QUÉBEC, 1994-1997

GROUPE DE COMMERCE	1994	1995	1996	1997	1995/1994	1996/1995	1997/1996
	(millions de dollars)				(variations en pourcentage)		
Ventes de gros	52 516,6	54 529,4	55 768,5	59 402,5	3,8	2,3	6,5
Ventes de détail	50 363,7	49 744,2	51 715,0	55 395,8	-1,2	4,0	7,1
Aliments, boissons et médicaments	18 290,5	17 337,0	16 826,1	17 651,8	-5,2	-2,9	4,9
Vêtements, chaussures, tissus et filés	3 422,7	3 610,1	3 677,2	3 678,0	5,5	1,9	0,0
Meubles, appareils et accessoires d'ameublement de maison	2 608,0	2 859,9	2 803,9	2 836,8	9,7	-2,0	1,2
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	16 962,0	16 800,7	19 224,3	21 428,5	-1,0	14,4	11,5
Magasins de marchandises diverses	4 501,3	4 574,5	4 811,1	5 111,2	1,6	5,2	6,2
Autres magasins de détail	4 579,2	4 562,0	4 372,4	4 689,5	-0,4	-4,2	7,3
Biens durables	17 770,2	17 591,0	19 454,8	22 053,0	-1,0	10,6	13,4
Biens semi-durables	9 638,5	9 808,4	10 149,8	10 635,8	1,8	3,5	4,8
Biens non durables	21 197,5	20 565,3	20 495,5	21 082,7	-3,0	-0,3	2,9
Autres magasins	1 757,5	1 779,5	1 614,9	1 624,3	1,3	-9,2	0,6

SOURCES: Statistique Canada, *Commerce de gros*, cat. 63-008 et *Commerce de détail*, cat. 63-005.
Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle, MICST.

TABLEAU 9
EMPLOI
COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL
QUÉBEC, 1994-1997

GROUPE DE COMMERCE	1994	1995	1996	1997	1995/1994	1996/1995	1997/1996
	(milliers)				(variations en pourcentage)		
Commerce de gros	142,7	143,0	154,5	142,1	0,2	8,0	-8,0
Commerce de détail	403,1	412,2	397,1	398,2	2,3	-3,7	0,3
Aliments, boissons et médicaments	122,6	128,0	134,0	132,7	4,4	4,7	-1,0
Vêtements, chaussures, tissus et filés	48,4	45,7	41,0	49,0	-5,6	-10,3	19,5
Meubles, appareils et accessoires d'ameublement	22,2	23,5	25,4	23,3	5,9	8,1	-8,3
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	92,8	99,6	91,6	93,2	7,3	-8,0	1,7
Magasins de marchandises diverses	46,0	40,6	34,9	38,7	-11,7	-14,0	10,9
Autres magasins de détail	71,1	74,8	70,2	61,3	5,2	-6,1	-12,7

SOURCES: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, cat. 71-001.
Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle, MICST.

TABLEAU 10
IMMOBILISATIONS
COMMERCE DE GROS ET DE DÉTAIL
QUÉBEC, 1994-1997

GROUPE DE COMMERCE	1994	1995	1996	1997 (1)	1995/1994	1996/1995	1997/1996
	(millions de dollars)				(variations en pourcentage)		
Commerce de gros	425,1	355,3	367,6	566,8	-16,4	3,4	54,2
Produits agricoles	2,4	6,6	0,7	0,2	176,5	-88,9	-74,7
Aliments, boissons, médicaments et tabac	126,7	75,0	113,3	125,0	-40,8	51,1	10,3
Vêtement et mercerie	1,4	6,3	2,7	88,2	337,5	-57,6	3199,7
Articles ménagers	2,5	3,8	19,5	5,3	48,0	417,8	-72,9
Machines, matériel et fournitures	147,5	92,9	138,0	179,6	-37,0	48,5	30,1
Autre commerce de gros	144,5	170,7	93,3	168,5	18,2	-45,3	80,6
Commerce de détail	610,1	758,2	654,9	674,7	24,3	-13,6	3,0
Aliments, boissons et médicaments	148,8	257,9	194,5	300,6	73,4	-24,6	54,6
Vêtements, chaussures, tissus et filés	67,0	91,3	52,6	65,3	36,3	-42,4	24,0
Meubles, appareils et accessoires d'ameublement	25,2	37,1	49,1	31,1	47,5	32,4	-36,6
Véhicules automobiles, pièces et accessoires	129,7	208,5	185,8	176,9	60,7	-10,9	-4,8
Magasins de marchandises diverses	155,6	83,3	67,6	32,6	-46,5	-18,9	-51,7
Autres magasins de détail	83,9	80,1	105,3	68,2	-4,5	31,4	-35,3

(1) Dépenses provisoires.

SOURCES: Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada*, cat. 61-205.

Direction de l'analyse de la conjoncture industrielle, MICST.